

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 30 MAI 1979 - N° 925

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Caen : Ignoble agression fasciste contre une militante de la CFDT

Lire en page 9

Prix : 1 % en avril

1 % de hausse des prix en avril ! Déjà 3,5 % en quatre mois. A ce rythme l'inflation à deux chiffres sera dépassée cette année, d'autant plus que les hausses intervenant dans les toutes prochaines semaines ne passeront pas inaperçues.

Monory, le ministre de l'Economie, prépare l'opinion : «Je ne réponds plus de rien» a-t-il dit en substance.

Lire en page 9

Sud-Liban : les bombardements israéliens font de Tyr une ruine

Les 35 000 habitants de la ville de Tyr ont dû quitter leurs logements détruits par les bombardements incessants commis par l'armée israélienne depuis trois jours.

La population, ainsi que celle de plusieurs villages des environs, a dû se réfugier à Beyrouth. Israël qui cherche à faire le vide par la mort ou par l'exode, voudrait favoriser une extension du soi-disant «Liban libre» des fascistes libanais.

Après la reprise à Sollac : quelques éléments de réflexion

Lire en page 3

NON A LA LOI RACISTE DE BARRE-BONNET !

Elle légalise la détention arbitraire et les expulsions massives d'immigrés



Des travailleurs immigrés en grève. Si le gouvernement estime qu'ils troublent l'ordre public ils risquent l'expulsion !

Le premier des cinq projets de loi contre l'immigration était discuté ce mardi à l'Assemblée nationale. Particulièrement lourd de menaces, il traite des «conditions d'entrée et de séjour» des immigrants.

Le gouvernement pour le justifier évoque «l'intérêt national». En fait, il s'agit d'une nette aggravation des moyens que se donne la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière. Des membres du comité de coordination que nous avons rencontrés l'analysent également de cette façon.

Lire en page 4

Lire en page 6 et 7
notre dossier
sur la lutte
des Sonacotra

LE GOUVERNEMENT S'OCCUPE DE L'EMPLOI : IL CHERCHE COMMENT DEGUISER LE CHÔMAGE

Toute la semaine, le gouvernement multiplie les réunions autour de la question du chômage. Mesures concernant la main-d'œuvre immigrée, et féminine ; examen du projet de réforme de l'ANPE, dernière main au troisième Pacte national contre l'emploi... Autant de mesures pour déguiser le chômage.

Lire en page 12



LA GRECE AU SEUIL DE L'EUROPE -3

Grandes manœuvres en Méditerranée

Par Hélène VARJAC



La bataille pour le contrôle de la Méditerranée a pris un tour plus aigu. Si jusqu'à une date encore récente, l'hégémonie américaine s'exerçait sans partage, les bouleversements de la situation internationale, la longue, ancestrale et opiniâtre poussée de l'URSS pour avoir le passage libre des détroits et l'accès à une mer libre ont beaucoup modifié les données et montré que la présence américaine était fragile. La rivalité des deux «grands», URSS et USA, a trouvé une occasion de se manifester à travers le différend gréco-turc sur Chypre et le partage du plateau continental de la Mer Egée. Au-delà de la présence de pétrole en Mer Egée, c'est évidemment l'importance stratégique de la région qui est en cause.

LA PRESENCE AMÉRICAINE CONTESTÉE

Jusqu'en 1947, la Grèce dépendait de la souveraineté américaine. Cette position conquise aux lendemains de la guerre, s'est conservée sous des formes différentes jusqu'à la chute des colonels en 1974. A cette date, la Grèce, comme d'ailleurs la Turquie, faisait partie de l'OTAN et le flanc sud de l'organisation de défense semblait particulièrement solide. La disparition du fascisme qui avait été soutenu activement par les Américains, la vivacité des sentiments antiaméricains dans le peuple grec ont bouleversé la situation. Le comportement des Etats-Unis par rapport à Chypre a été l'élément déterminant de ce changement. A la suite du soutien des USA à la Turquie, la Grèce a quitté l'OTAN.

Après presque 3 ans de négociations orageuses, en juillet 1977 un accord a été signé, qui laisse des «facilités» aux Américains dans 4 bases : Nea Makri et Hellenikon en Attique, Souda et Heraklion en Crète. Les effectifs américains dans ces bases ne devront pas dépasser la moitié des effectifs totaux. Le commandement et la gestion de ces bases restent grecs, sauf en temps de guerre. En échange, les Américains ont aidé militairement la Grèce pour un montant de 700 millions de dollars. Il n'y a donc pas eu de réintégration de la Grèce dans l'OTAN, bien que la Grèce participe à des manœuvres militaires dans le cadre de l'OTAN, et il n'y a pas d'extraterritorialité sur le sol grec. C'est un progrès par rapport à la période précédente. Mais par leurs moyens finan-

ciers, par la fourniture de matériel militaire, les Etats-Unis restent très présents.

LA PÉNÉTRATION SOVIÉTIQUE DANS LA RÉGION

La pénétration soviétique en Turquie notamment s'inscrit dans une politique de présence tous azimuts en Méditerranée, commencée au début des années 60, qui a connu des fortunes diverses en Égypte, en Syrie et ailleurs au Moyen Orient. Dès 1964, une 3^e escadre soviétique stationne en Méditerranée. Des visites fréquentes et au plus haut niveau ont lieu entre Turcs et Soviétiques. L'URSS investit à cette époque plus de 350 millions de dollars dans l'industrie lourde, l'énergie. Pendant la période de 1967 à 1974, donc après le coup d'Etat pro-américain en Turquie, l'URSS investit autant que les Etats-Unis et l'Europe réunis pendant 30 ans ! De plus, les Soviétiques essaient de se lier aux armateurs, de former en Grèce comme en Turquie des sociétés maritimes mixtes. Tout en «mettant le paquet» sur la Turquie, les Soviétiques ne négligent pas la Grèce. En fait, ils jouent tantôt la carte turque, tantôt la carte grecque, attisent les contradictions entre les deux, puis se posent en facteur de paix.

En octobre 1977, les Soviétiques se sont livrés à des manœuvres de simulation de grande envergure. Un pont aérien a été mis en place entre Odessa et Varna en Bulgarie, qui a une frontière commune avec la Grèce, et qui est particulièrement inféodée à l'URSS. En 11 jours, 32 divisions soviétiques ont pu



Porte-Aéronef Le Kiev, appellation qui lui permet de passer de mer Noire en Méditerranée

être postées à la frontière grecque. Or les Américains, de même qu'ils sont prêts à sacrifier une partie du territoire de la RFA en cas de conflit, sont également prêts à sacrifier la Macédoine en cas d'attaque soviétique. L'imbrication géographique des Etats dans les Balkans, l'existence de minorités nationales, la présence de l'avant-poste soviétique que constitue la Bulgarie font voir assez clairement les menaces qui pèsent sur la Grèce et d'ailleurs aussi sur la Yougoslavie. A l'heure actuelle, la Grèce consacre 7 % de son budget aux dépenses militaires.

Dans la région, la Turquie ne représente pas pour autant le cheval de Troie du social-impérialisme. Membre de l'OTAN, pratiquant une répression fasciste, la Turquie de Demirel compte beaucoup sur une aide occidentale, européenne surtout pour faire face à une situation économique catastrophique et l'aider à assouplir les conditions fixées par le Fonds monétaire international. Mais dans la mesure où les Occidentaux tardent à la soutenir, la

Turquie n'est pas sourde aux propositions soviétiques. La position géographique —elle contrôle le détroit du Bosphore, qui permet l'accès à la mer libre— la fait courtiser par les deux superpuissances. La politique des sourires aux uns et aux autres s'est révélée payante dans son conflit avec la Grèce.

LE PARTAGE DE LA MER EGÉE

Historiquement, le conflit entre la Grèce et la Turquie remonte à la plus haute antiquité. Depuis toujours en effet, la Turquie conteste la possession par la Grèce de certaines îles de la Mer Egée qui jouxtent son littoral, telles Mitylène, Mitlenit, Samos ou Chios, qui sont depuis l'antiquité habitées par les Grecs. Aujourd'hui, le conflit s'est avivé avec la question du partage du plateau continental de la Mer Egée. Derrière cette question, il y a en réalité 3 enjeux : les espoirs de trouver du pétrole au large de l'île de Thassos, en arrière plan, la question des îles et de l'extension des eaux territoriales, et l'importance stratégique du pas-

sage maritime dans cette zone. Le dernier aspect intéresse plus particulièrement les deux superpuissances et surtout l'URSS, pour qui ce passage est vital pour assurer sa présence en Méditerranée. C'est pourquoi l'URSS garde deux fers au feu, espérant profiter d'une guerre dans la région. A l'heure actuelle, la Turquie a étendu ses eaux territoriales à 12 milles marins tandis que la Grèce n'a que 6 milles. La bourgeoisie grecque aimerait arriver à un accord sur ce point avec la Turquie et pour se concilier le social-impérialisme, elle serait prête à lui accorder le passage libre dans la Mer Egée. Cette attitude est combattue en Grèce par ceux qui veulent que ce passage soit contrôlé tout en étendant les eaux territoriales. En 1973, les Turcs ont proposé de couper la Mer Egée en deux, ce qui aurait eu les plus graves conséquences sur la délimitation de l'espace aérien, les fonds sous-marins et de nombreuses îles dans la Mer Egée. 1973 est également l'année de la plus forte influence soviétique en Turquie.

APRES LA REPRISE DU TRAVAIL A LA SOLLAC QUELQUES ELEMENTS DE REFLEXION

Dimanche, après 11 jours de grève, les hauts fourneaux de Patural du trust Sollac reprenaient le travail. Rentrés en grève pour une vingtaine de revendications et notamment — exigences essentielles — 400 F pour tous et un septième fondeur, les grévistes ont finalement arraché diverses revendications autres que les deux précédemment citées. Parmi les reculs de la direction, il faut signaler que désormais les salaires et classifications des polyvalents seront alignés sur le poste remplacé le plus élevé. En outre la direction de la Sollac s'est

Déjà samedi, on voyait moins de grévistes mobilisés sur le terrain, et dimanche matin, à l'assemblée générale, sur les 500 grévistes, il n'y en avait guère qu'une soixantaine de présents. Néanmoins certains grévistes voulaient continuer, voyant que les revendications qui leur tenaient le plus à cœur n'étaient pas satisfaites, et que chaque jour qui passait faisait de plus en plus mal à la direction : déjà, plus de 60 000 tonnes de fonte avaient été perdues depuis le début de la grève. Sollac commençait à être totalement asphyxié. Après l'aciérie c'était au

tour du train à chaud d'être totalement arrêté vendredi.

Et c'est à une majorité relative que les grévistes ont voté la reprise du travail : sur 45 votants, 27 pour la reprise et 18 pour la poursuite du mouvement.

On peut s'interroger sur les raisons qui ont empêché que l'unité entre les travailleurs en grève des hauts fourneaux et les travailleurs des autres secteurs de Sollac se réalise. Il est vrai que les divisions et le découragement des travailleurs, produit par la crise, pèsent particulièrement à Sollac. On ne peut

engagée à procéder à certains aménagements techniques destinés à améliorer les conditions de travail et de sécurité. Autre recul : les travailleurs n'ayant qu'une seule mise à pied se la voient supprimer ; quant à ceux qui en ont eu plusieurs, seule la première compte encore. La direction du trust revient également sur le licenciement du délégué du personnel qui est transformé en 4 jours de mise à pied. Notre correspondant revient aujourd'hui sur cette lutte.

Communiqué de la CFDT

«L'occupation des voies au passage à niveau de Daspich n'est pas destinée à empêcher le passage du train de fonte et de brames venant de RFA, mais d'empêcher le passage de tout convoi de fonte et de brames à destination de Sollac, qu'ils viennent d'Allemagne, d'autres installations du groupe ou d'autres usines françaises. Cette mesure a été décidée pour éviter que Sollac puisse être alimentée par des unités autres que Patural, usine où la production n'est pas assurée. La CFDT rappelle également que les salariés des hauts-fourneaux sont en grève pour améliorer leurs conditions de travail et obtenir des augmentations de salaire.»

pas penser que cette situation va changer fondamentalement du jour au lendemain. Mais si la grève a souffert de son relatif isolement, le PCF n'y est pas non plus totalement étranger.

LE TRAVAIL DE SAPE DU PCF

Le PCF avait mis «le paquet sur la grève» : ainsi on a vu constamment des militants du PCF, extérieurs aux hauts fourneaux et pour beaucoup extérieurs à Sollac, présents au piquet de grève au passage à niveau de Daspich, à tel point qu'on pouvait se poser la question : qui tenait le piquet de grève ? Les grévistes ou le PCF ? Cette présence n'était bien sûr pas gratuite.

L'occasion était trop belle à 15 jours des élections européennes — puisque par cette voie ferrée transitait de la fonte en provenance d'Allemagne — de montrer que «les travailleurs» s'opposaient aux importations venant d'Allemagne.

Ce que n'a pas dit le PCF, c'est que si les grévistes de Patural ont décidé de bloquer la voie ferrée à Daspich, c'est pour bloquer tous les convois à destination de Sollac, qu'ils viennent d'Allemagne ou de France. Ce qu'il n'a pas dit non plus, c'est que la fonte qui arrive par cette voie ferrée de Dillingen en Allemagne est française puisque Dillingen est une filiale de Sacilor.

Il faut également souligner que dans les communiqués qu'il a multipliés dans la presse locale (voir encart), le PCF a complètement dénaturé la lutte des travailleurs de Patural et ceci pour son propre compte.

Alors que les travailleurs se battent dans une usine que la bourgeoisie française veut rentabiliser pour la

rendre plus compétitive, alors qu'ils se battent contre les restructurations, le PCF transforme dans sa propagande de «popularisation» cette lutte en une lutte pour la «défense de la sidérurgie française», et même «de la France». Quand on sait en plus que ces travailleurs sont pour la plupart des immigrés, Algériens ou Italiens, on se rend compte que le PCF cherche au mépris de la réalité, à faire entrer celle-ci dans son schéma électoral européen.

L'IDEE DE LA LUTTE A NOUVEAU PRESENTE

Les travailleurs des autres secteurs de Sollac qui ont lu les communiqués PCF dans la presse locale, n'ont pas pu avoir une claire vision sur cette grève, d'autant plus que la direction de Sollac en a profité.

Cela a sûrement pesé dans l'isolement relatif de la grève. Mais quoi qu'il en soit, le PCF, les travailleurs des hauts fourneaux de Patural ont montré à la direction de Sollac leur refus de payer la restructuration.

Corr. THIONVILLE

MARCHE DES TROIS FRONTIERES Samedi 2 juin

SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DE LONGWY

• Solidarité des classes ouvrières d'Europe
• Contre les licenciements, le chômage et la répression

A l'appel de :
PCR ml (France)
TPO (Belgique)
UCL (Luxembourg)

Et la participation d'une délégation des sidérurgistes allemands.

Départ : 14 H 30 ex usine d'Athus (Belgique),
passage à Rodange : 16 heures : entrée à Longwyville : 17 heures : passage à Herserange, arrivée à Longwy-Bas.

Solmer (Fos-sur-Mer) COLERE POUR LA PAYE

Elle est maigre, nulle
ou même... négative !



Lundi, tard dans la soirée se tenait une réunion entre syndicats et direction. Celle-ci a fait les propositions suivantes :

— Prime de 200 F à la reprise du travail.

— 60 % de la perte de salaires due à la grève seront avancés par la direction et remboursables sur plusieurs mois.

— Minimum de 1 900 F sur la prime semestrielle qui correspond habituellement à la moitié du salaire.

— Prime de vacance : versement avancé.

— Licenciements : si le ministre du Travail refuse, comme l'avait fait l'inspecteur du Travail, les licenciements, la direction s'engage à les annuler et le travailleur licencié de fait depuis un mois serait réintégré.

— Calendrier sur «l'harmonisation des salaires».

Dans ces propositions il n'y a strictement rien sur les augmentations de salaires que revendiquent par la lutte les grévistes de la Solmer.

On constate que la direction entend peut-être augmenter la mise pour mieux appâter sans doute les sidérurgistes. Si cela prouve incontestablement une certaine faiblesse, la direction espère néanmoins cette fois avec cette proposition un peu en hausse, convaincre les sidérurgistes d'arrêter leur grève, comptant bien sûr sur la fin du mois qui

arrive. Lundi, les feuilles de paye sont en effet arrivées et étaient plutôt maigres : outre les payes minimes, 500 payes étaient carrément nulles ! Voilà qui confirme ce que la direction, cynique, disait il y a quelques jours dans sa seconde lettre aux travailleurs de la Solmer. Elle parlait alors pour les sidérurgistes de «salaires extrêmement réduits, parfois nuls».

De ce point de vue la direction a même dépassé ses objectifs : en effet non seulement les feuilles de paye, dans l'ensemble étaient maigres, mais certains ouvriers ont découvert qu'ils devaient de l'argent à la direction. A la réaction de colère se mêlait l'humour : «Puisque nous devons payer le patron, nous sommes donc les patrons. Licenciens-les alors...».

Face à ces feuilles de paye particulièrement maigres, la réaction a été la colère, une très grande colère même qui ne devrait pas manquer de s'exprimer avec force à l'assemblée générale prévue mardi, en début d'après-midi, au Self N° 1 de la Solmer. A cette assemblée générale importante devrait se discuter entre autres les problèmes financiers et comment les résoudre, question qui devient cruciale après un mois et demi de grève.

Le communiqué des élus du PCF de Thionville : ou comment dénaturer une lutte

«Le groupe des élus communistes de Thionville vient de protester énergiquement contre l'intervention policière qui a eu lieu dans la nuit du 24 au 25 mai au passage à niveau de Daspich occupé par les grévistes des hauts fourneaux de Sollac. En empêchant l'arrivée de la fonte en provenance de RFA et de Dillingen en particulier, ils défendent avec courage la sidérurgie lorraine mais aussi l'intérêt national.

Nous protestons également contre les méthodes scandaleuses de la direction de la Sollac-Fensch qui prétend négocier en se servant d'un délégué du personnel CGT comme monnaie d'échange. (...)

Les élus communistes sont et seront toujours aux côtés de ceux qui défendent la France.»

● La lutte aux Arsenaux

A Cherbourg, les travailleurs en lutte depuis le 15 mai pour le rétablissement du décret de 1951 et 1967 qui alignaient leur salaire sur ceux de la métallurgie parisienne, ont adopté la grève tous les deux jours afin de mener une action prolongée.

En grève mardi, ils le seront de nouveau jeudi avec les autres établissements de l'Ouest ; Brest et Lorient iront manifester à Dinard, la ville où Yvon Bourges est maire, à l'appel des quatre fédérations des arsenaux : CGT, CFDT, CFTC, FO.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

CAMPAGNE ELECTORALE DES EUROPEENNES : Un maître l'argent

Ouverte samedi dernier, relayée dès mardi par les premiers passages à la télévision, la campagne électorale dite « officielle » met crûment en lumière ce qu'est la démocratie dans notre pays.

Il n'y a certes rien de nouveau quant au fond : des municipales aux législatives, des cantonales aux présidentielles, le système électoral est ainsi fait qu'il permet aux « grandes » formations de se parer d'une pseudo-légitimité populaire, et à la bourgeoisie d'assurer sa domination.

L'élection européenne apporte cependant du neuf, dans la mesure où sa spécificité même a obligé le gouvernement à adapter un système électoral auquel on était, hélas, habitué. L'illusion de l'égalité dans la défense des idées vole ainsi en éclat, si toutefois une telle illusion pouvait encore exister : pour participer aux élections, ce ne sont pas des idées qu'il faut avoir, mais de l'argent. Le dépôt de la caution, le tirage des « professions de foi », des bulletins de vote et des affiches pour les seuls panneaux électoraux, revient, au bas mot, à 200 millions anciens. Les quatre grands partis bourgeois dépenseront pendant la campagne des sommes 4 à 5 fois supérieures, puisqu'aux frais « légaux » il faut ajouter les affiches, les meetings, les journaux de propagande, etc...

Ce n'est pas tout. Le plus puissant moyen de propagande, c'est aujourd'hui celui dont l'Etat a le monopole, la télévision. Pas question d'égalité là non plus. Ceux que la sélection par l'argent contraint à ne pas se présenter n'auront pas droit à une seule seconde. Les autres, exceptés bien sûr les « quatre » auront droit à... 4 minutes 17 secondes, ou 3 minutes 45, on ne sait pas bien encore. 4 minutes en tout et pour tout pour les uns, 25 minutes officielles plus des heures entières au préalable pour les autres ! La justification de ces inégalités est en elle-même une merveilleuse illustration de la démocratie bourgeoise : ont droit aux 25 minutes d'antenne et aux grands débats, les listes représentées à l'Assemblée Nationale. En clair, ceux qui déjà ont profité de l'iniquité électorale lors des législatives ont droit à un traitement de faveur. Et pourquoi ont-ils eu droit à des flots de propagande lors des dernières législatives ? Parce qu'ils étaient présents dès la précédente assemblée. On peut ainsi remonter très loin.

Certains penseront peut-être que le cercle peut être brisé, par exemple en profitant de la proportionnelle pour avoir un ou plusieurs élus au parlement européen ? Bien sûr que non ! Certes, les élections du 10 juin ont lieu à la proportionnelle, cette fameuse proportionnelle tant réclamée par la gauche, mais il y a suffisamment d'aménagements pour que ne soient élus que les représentants des quatre. Il faut en effet obtenir 5% des voix pour avoir accès au partage du gâteau. Concrètement, une liste qui obtiendra 6 millions de voix aura 20 députés. Si une autre obtient 1 million de voix, elle n'aura pas de député à l'assemblée européenne...

Ici et là, des voix se sont élevées, chez les quatre, pour « regretter » un tel système : qu'elles viennent d'un Chirac, d'un Mitterrand ou d'un Marchais, il convient de les relativiser : après avoir discuté de la loi électorale, entre eux, à l'assemblée, ils l'ont tous votée !

Par la sélection de l'argent, par le contrôle, ou l'interdiction, de la propagande télévisée, par le système électoral lui-même, les jeux sont truqués. On doit en tirer deux conclusions : la première, c'est qu'il nous appartient de tout faire pour que s'entende la voix des révolutionnaires, celle-là même que la bourgeoisie veut bâillonner. La deuxième c'est que les députés élus le 10 juin ne représenteront en rien la légitimité populaire dont ils vont se réclamer.

Nicolas DUVALLOIS

● Sondage européen

Selon un sondage IFOP publié par *Le Point*, les intentions de vote s'établiraient comme suit (pour les quatre principales listes) : 33% pour la liste Veil, 27% pour le PS, 21% pour le PCF, et 14% pour le RPR. Par comparaison avec un précédent sondage du même institut, la liste Veil perdrait deux points, le PS et le PCF progresseraient chacun d'un point, le RPR restant inchangé.

● Rififi au sein de l'extrême-droite

Le Front National de Le Pen ne soutiendra pas la liste constituée par le PFN avec Tixier-Vignancour comme tête de liste. Le projet d'une liste commune des deux formations avait été envisagé, puis retiré prétendument pour des raisons financières. A la dernière minute, le PFN avait annoncé qu'il avait réuni les fonds pour présenter une liste. Le Front National vient de refuser tout soutien à cette liste, et insinue que les fonds pour la campagne sont fournis par le MSI (fascistes italiens).

Discussion du projet de loi Bonnet à l'Assemblée nationale

Le gouvernement veut légaliser la détention arbitraire et les expulsions massives des immigrés

S'il y a des droits qui ont toujours été bafoués ce sont bien ceux des travailleurs immigrés. Mais aujourd'hui le pouvoir veut se donner des moyens légaux pour expulser ces travailleurs à volonté. Et cela pour deux séries de raisons. Subissant les coups de la crise, le gouvernement français entend réduire l'immigration et par les expulsions économiser les indemnités de chômage. Dans le même temps, pour faire face aux luttes de plus en plus résolues des immigrés, il cherche à se doter de

moyens de pression accrus. Le projet de loi Bonnet, comme ceux qui lui font suite, s'inscrit dans la droite ligne du cortège de lois qui menacent directement les libertés démocratiques. L'énormité des atteintes aux principes fondamentaux du droit français contenues dans ce projet de loi font hésiter les parlementaires. Mais si le pouvoir est prêt à amender le projet c'est pour mieux s'en tenir à l'essentiel. Et c'est bien au fond du projet que s'attaquent les associations de solidarité.

Mardi 29, l'Assemblée nationale doit discuter du projet de loi sur les conditions d'entrée, de séjour ou de sortie involontaire des étrangers en France. Ce projet présenté par Bonnet, ministre de l'Intérieur, a été adopté le 14 mars dernier par le conseil des ministres, puis le 19 avril par la commission des lois de l'assemblée nationale moyennant toutefois quelques amendements. Si ces amendements visent à garantir certains droits aux étrangers et à réduire la concentration des pouvoirs de la police, ils ne changent pas l'orientation d'un projet qui institutionnalise l'arbitraire en ôtant pratiquement tout moyen de défense aux immigrés.

LES OBJECTIFS ET LA TACTIQUE DU GOUVERNEMENT

Par ce projet de loi, le gouvernement propose d'accroître « les moyens juridiques et pratiques de coercition nécessaires à la défense de l'intérêt national » et en particulier il estime nécessaire de pouvoir expulser les étrangers qui « se dérobent aux injonctions d'avoir à quitter le territoire ».

Le pouvoir fonde ce thème fascisant sur le changement « de la nature de l'immigration et des conditions de circulation internationale ». Pour faire passer ses intentions, le gouvernement a morcelé l'ensemble des mesures anti-immigrés en cinq projets : le projet de loi Bonnet, un projet de Stoléru, qui définira les conditions nouvelles d'obtention d'un titre de séjour, un projet concernant « l'aide au retour », et deux projets ayant trait aux problèmes de logement et des foyers. Ce morcellement risque cependant de bloquer les débats parlementaires : il se pourrait bien que ce mardi, la discussion à l'Assemblée soit renvoyée jusqu'à la présentation globale des cinq projets. Il suffit pour cela que l'opposition obtienne, en posant « une question préalable » en ce sens, l'ajournement de la discussion.

LES GRANDES LIGNES DU PROJET BONNET

1) L'arbitraire des conditions d'entrée en France.

Pour entrer en France



La chasse aux immigrés qui n'ont pu régulariser leurs papiers va s'intensifier

et les prisons clandestines seront légalisées

tout étranger devrait « disposer des moyens d'existence suffisants ou s'il se propose d'exercer une activité professionnelle, présenter les autorisations nécessaires ».

La généralité du texte ouvre la porte à des mesures très extensives, son imprécision permet tous les abus.

2) L'extension des mesures d'expulsion.

L'ordonnance du 2 novembre 1945 que modifie le projet Bonnet, n'autorise l'expulsion que si la présence de la personne constitue une menace « pour l'ordre public ou pour le crédit public ». Cette menace est donc à prouver. Le nouveau projet crée deux cas d'expulsion supplémentaires : si un étranger est trouvé en possession de papiers altérés, contrefaits ou falsifiés, ou s'il est resté en France après refus du renouvellement de sa carte de séjour, il pourra être expulsé immédiatement et pour ces seules raisons.

Ces deux mesures privent pratiquement les accusés de tout droit de défense. En effet, la contestation ne pourra porter que sur l'exactitude matérielle des faits et non pas sur le bien fondé de la décision. Tant pis pour les victimes des escrocs. De plus l'administration qui a seule pouvoir de décision, aurait aussi, avec ce projet, pouvoir d'exécution. Actuelle-

ment l'administration peut frapper de sanctions pénales un étranger en infraction mais ne peut, sauf en cas d'urgence, le faire reconduire à la frontière.

3) L'internement administratif.

Selon le projet, les immigrés frappés d'une mesure d'expulsion, mais aussi les étrangers auxquels le séjour aura été refusé, pourront être maintenus « pendant le temps nécessaire à leur départ » dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire. C'est la législation des centres de détention comme celui d'Aranc, placés hors de tout contrôle judiciaire. Faute d'avoir vu son titre de séjour renouvelé, tout immigré pourra être aussitôt arrêté, détenu sans limite de durée, privé de tout droit de défense.

UNE LOI RACISTE

Comme les projets de loi sur l'affichage, et le droit de grève à la télévision, ce projet allie dureté et souplesse dans son application : dureté car il porte aussi atteinte aux libertés fondamentales, souplesse car son imprécision laisse un choix dans le degré de la répression, la bourgeoisie pourra donc « doser » ses coups en fonction de ses impératifs du moment.

Ce projet Bonnet c'est une attaque directe contre

les 4 300 000 immigrés vivant en France, c'est une tentative supplémentaire de division de la classe ouvrière. C'est enfin une menace sur les organisations de solidarité, qui, selon Bonnet, aideraient les étrangers refoulés « à se soustraire à l'application des mesures prises à leur endroit ». Ces associations, dont le MRAP, le GISTI, le Syndicat de la Magistrature, dénoncent les nouveaux projets de lois anti-immigrés.

Soutenons leurs luttes pour la défense des libertés démocratiques et des droits des travailleurs français et immigrés.

D. DELORME

APPEL DES INTELLECTUELS DU PCF

Le PCF publie une liste de deux cents intellectuels appelant à voter pour la liste PCF le 10 juin. En fait, il s'agit, pour la quasi totalité d'entre eux, de militants du PCF. Des oppositionnels figurent parmi les signataires, comme Jean-Philippe Chimot, Einstein, Goldring, Raymond Jean, Maurice Moissonnier ou France Vernier.

L'AVENIR ELECTRONIQUE DE LA BRETAGNE S'EN VA EN MORCEAUX

De notre correspondant à Rennes

Dans les années 1960, le gouvernement, suivi par les notables locaux, développe une intense propagande sur l'avenir électronique de la Bretagne. La décision d'implanter l'industrie électronique en Bretagne était la conséquence de l'inquiétude du gouvernement devant la situation catastrophique de la région : activités économiques traditionnelles se dégradant, exode, niveau de vie inférieur à la moyenne française et manifestations paysannes répétées qui allèrent jusqu'à la prise de la sous-préfecture de Morlaix en 1961. Pour remédier au malaise bretons, en même temps que Citroën, Michelin et le Joint Français, plusieurs entreprises électroniques s'implantent en Bretagne.



Il est vrai que la Bretagne présentait pour les industriels de nombreux avantages que le CELIB (Centre Etude et de Liaison des Intérêts Bretons regroupant des notables locaux) faisait miroiter devant leurs yeux : excellent climat social, main-d'œuvre abondante, Breton dur à la tâche, mais surtout bas salaires, et les aides fort nombreuses de l'Etat et des collectivités locales.

L'année 1972, avec la grève du Joint Français, avait sonné le glas pour le mythe du travailleur breton zélé à la tâche. On verra cependant Thomson-CSF s'im-

planter à Brest, parallèlement le CNET (Centre National d'Etudes des Télécommunications) à Lannion.

Puis viendront dans cette même ville, LMT, LTT puis la SAT. A Guingamp et à Morlaix, ce sera l'AOIP. Et à Brest, Ericsson (alors filiale du groupe suédois SE). A Rennes, ce sera la CGCT. Le secteur public s'installe également, avec le secteur de production des PTT à Lanester et le CCETT (Centre Commun d'Etude des Télécommunications et de Télévision) à Rennes.

On est loin du compte

Une première constatation est rapidement faite : la plupart des emplois créés sont des emplois d'OS. 8 salariés sur 10 sont sans aucune qualification.

De plus, 91 % des OS sont des femmes que l'on paie mal. En outre, dans les usines, les conditions de travail sont mauvaises. Le travail en 2x8 ou en 3x8 est fréquent. La précision du travail abîme rapidement la vue des ouvrières.

Les primes au rendement sont appliquées un peu partout. Cela accroît la fatigue nerveuse du travail.

En 15 ans, l'industrie électro-

nique a embauché 15 000 personnes. Mais la situation actuelle est loin d'être brillante. L'avenir électronique de la Bretagne avait démarré sur les chapeaux de roues. Le voilà qui éclate en morceaux.

De nombreuses usines prévues ne sont jamais venues. Pour d'autres, les emplois promis (en échange de primes de l'Etat bien souvent) ne verront jamais totalement le jour (cf encart). La téléphonie, dans laquelle travaillent la majorité des Bretons embauchés dans l'électronique, est en crise : 5 000 licenciements sont en cours.

Le coup dur du tout-électrique

Mais les procédés techniques de commutation sont en pleine mutation. Après être passé de la commutation manuelle (fiches et opératrice) et à la commutation électro-mécanique (cross-bar), on en est venu à la commutation électronique. Pour produire 500 000 lignes par an, Cross bar, il fallait 3 000 personnes. Pour le même nombre de lignes, il faut 1 250 personnes en semi-électronique. Et pour la commutation

entièrement électronique... 120 personnes.

Les PTT voulant se lancer à fond dans les centraux tout électronique, les firmes de la branche ont décidé de se restructurer. C'est à qui sera le mieux placé pour arracher la manne des marchés publics (en outre tremplin de l'exportation). Et bien entendu, aux travailleurs de payer la note.

Région sinistrée

10 000 licenciements pour la téléphonie, c'est 5 000 en Bretagne, donc la moitié de ceux créés en plus de dix ans. Des licenciements sont annoncés à Ericsson à Brest, à Morlaix et Guingamp pour l'AOIP, à LTT à Dinard et Lannion. Tandis qu'à Rennes, la CGCT envisage la fermeture de son usine. Des réductions d'horaires sont en cours dans plusieurs usines. Les usines de sous-traitance sont encore plus touchées. 156 licenciements sur 288 travailleurs à la SRPI de Redon par exemple.

Les menaces sur l'emploi de plusieurs milliers de travailleurs

arrivent à un moment où la Bretagne n'avait vraiment pas besoin de cela. On compte près de 70 000 chômeurs dans les 4 départements bretons, soit plus de 8 % de la population salariée (moyenne nationale 6 %). De plus, parmi les cas de licenciements, certains sont une véritable catastrophe pour certaines villes.

o A Lannion plus de 3 000 chômeurs, soit 11 % de la population au travail.
o A Guingamp, c'est la même nombre de chômeurs soit 12,2 %.
o A Redon, 2 000 chômeurs soit 13 %.

Bilan de quelques implantations

Bilan de quelques implantations industrielles décidées entre décembre 1972 et 1974.

- LTT à Dinard : Il était prévu 1 200 personnes en 1978. Il y en a actuellement 200.
- A Thomson-CSF à Rennes : étaient prévues 500 personnes en 1978, en a actuellement 100.
- A LMT-Vannes : Il était prévu 700 personnes en 1976. L'usine n'a jamais ouvert ses portes.
- A LMT Rieux : 350 personnes prévues en 1976. L'usine n'a jamais ouvert.
- A Centre Bretagne Electronique à Loudéac, étaient prévues 600 personnes en 1978, il y en a actuellement 250.
- o A l'AOIP de Carhaix, 300 personnes prévues en 1976, l'usine n'a jamais ouvert.
- A CIT Alcatel-Rennes : prévues 900 personnes en 1979, il y en a actuellement 30.

Première vague de luttes

Mais les travailleurs ne sont pas restés inactifs devant ces menaces. En janvier, à l'annonce de la fermeture de la CGCT de Rennes et du transfert de ses activités dans le Nord Pas-de-Calais, les travailleurs de cette usine se mettent en grève. Quinze jours de lutte leur permettront

d'obtenir la garantie que l'usine ne fermera pas. En mars, Ericsson à Brest entre en lutte pour le maintien de l'emploi, contre le chômage partiel. La direction enverra 200 jaunes pour briser la grève. La solidarité des travailleurs brestois leur permettra de faire face à ces manœuvres, et

ils obtiendront la garantie de l'emploi pour 1979. A l'AOIP de Guingamp, les travailleurs occupent plusieurs jours leur usine. L'AOIP étant la seule grosse entreprise de Guingamp, le maintien de l'emploi est vital. Les travailleurs n'hésiteront pas à retenir durant plusieurs heures la direction qui appellera les flics pour se faire libérer. Les travailleurs ne reprendront qu'après avoir eu la garantie qu'il n'y aurait aucun licenciement d'ici le 1^{er} octobre.

«Un Longwy du téléphone» ?

Mais ce qui se fait jour à travers ces luttes, c'est que les boîtes n'ont obtenu que des reports de licenciements, c'est que des succès durables ne peuvent s'obtenir que si tous les travailleurs de la téléphonie luttent ensemble. Comme le disait un délégué CFDT de la CGCT-Rennes, «il faut arriver à faire comme dans la sidérurgie, car je pense que la solution ne viendra plus que comme ça». L'exemple de la lutte résolue des sidérurgistes fait son chemin parmi les travailleurs de la téléphonie. La bourgeoisie en a bien conscience. Une haute personnalité a déclaré : «Il n'y aura pas de Longwy du téléphone». On sent que les patrons et le gouvernement prennent peur devant l'éventualité d'une lutte dure dans la téléphonie. On peut assister à un déluge de promesses dont certaines sont délirantes. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, dans une interview à «Ouest France», va promettre jusqu'à 40 000 emplois nouveaux dans les télécoms. La bourgeoisie, en lançant ces promesses, cherche à désamorcer la lutte. Mais les travailleurs ne se laisseront pas duper par les professionnels de la démagogie, dont le peu de sérieux des déclarations est évident.

Dossier du Quotidien du Peuple

En images, quelques étapes de la lutte des résidents

Les procès en cours

VAL D'OISE		
500 PERSONNES MENACÉES		
ARGENTEUIL (Av. Du Parc)	Fermeture demandée	
ARGENTEUIL (Bld. K. Marx)	Expulsions de résidents et arriérés de loyers	Procès le 31 mai à 9 h 30 au tribunal de Grande Instance de Pontoise
ARGENTEUIL (Rue Gonod)		
CORMEILLES EN PARISIS	Fermeture demandée	
3 FOYERS	Saisies sur salaires	Procès le 28 mai à 14 h à Sannois Tribunal d'Instance
HAUTS-DE-SEINE		
640 expulsions demandées		
NANTERRE (Rue des Sorbiers)		Décision le 30 mai
COLOMBES (Rue Colbert)		
COLOMBES (4 routes)		
CLICHY		
NANTERRE (Rue des Sobiers)	Expulsion de 7 résidents	Appel le 5 juin à Versailles du jugement de sept. 78
SEINE-SAINT-DENIS		
PIERREFITTE	62 résidents menacés de saisies sur salaire	Tribunal d'Instance de Saint-Denis le 31 mai
SAINT-DENIS (Romain-Rolland)	expulsion des grévistes	Tribunal Gde Instance de Bobigny le 29 juin à 14 h et le 12 juin (2 vagues)
SAINT-DENIS (Allende)		
SEVRAN	expulsion des grévistes	12 juin à Bobigny
TREMBLAY-LES-GONNESSE	25 résidents ont été condamnés à être expulsés le 15 mai dernier	Attente de la notification du jugement
BAGNOLET		
MONTREUIL		
AULNAY-SOUS-BOIS		Délibéré jusqu'au 29 mai
VAL-DE-MARNE		
CHAMPIGNY	Expulsion de tous les grévistes	Tribunal de Gde Instance de Créteil à 14 h le 30 mai
PLESSIS-TREVISE		
CHAMPIGNY (ADEF)	Expulsion de tous les grévistes	Tribunal de Gde Instance de Créteil le 31 mai à 14 h



Déjà un an de grève : 16 résidents sont expulsés par Giscard (24 avril 1976)



La lutte paie : ils sont de retour ! (20 mars 1977)



Après la première victoire, de nouvelles perspectives (2 avril 1977)



De nouveaux foyers dans la lutte



«Si l'on veut employer la force contre nous, nous ne nous laisserons pas faire»

Interview du comité de coordination des foyers de travailleurs immigrés en lutte recueillie par François MARCHADIER

La bourgeoisie est fermement décidée à en finir avec la lutte des travailleurs immigrés en grève des loyers depuis 4 ans. Une série de procès sans précédent se déroule ces jours-ci dans la région parisienne.

Dans une interview qu'ils nous ont accordée, plusieurs membres du Comité de coordination, structure démocratique que se sont donnés les résidents en lutte, décrivent l'attitude qu'il entend adopter face à la répression. La direction de la grève en profite également pour lancer un appel aux résidents des villes qui ne sont pas encore entrés en lutte. La prochaine augmentation des loyers est l'occasion : il faut la saisir, surtout à la veille de l'été, période qui pourrait bien être mise à profit par la bourgeoisie pour réprimer violemment si, d'ici là, le rapport de force n'est pas encore meilleur. Le plus sûr moyen de faire céder la Sonacotra n'est-il pas d'étendre la grève ?

Le gouvernement a pris récemment une série de mesures concernant très directement les immigrés. Qu'en pensez-vous ?

Il faut bien comprendre que si les projets de loi Stoléro passent, il sera extrêmement difficile aux immigrés de lutter. Ils pourront à tout moment être accusés de trouble à l'ordre public. Nous posons la question aux travailleurs français : si demain la loi passe et qu'il ne nous est plus possible d'être délégué, de participer à une réunion etc., comment demain chez Renault par exemple pourrions-nous lutter ? Cela pourrait conduire les travailleurs immigrés à être antigrévistes.

Nous voulons les mêmes droits politiques, les mêmes droits de faire grève que les Français. Il faut aussi dire aux camarades français : si demain le gouvernement expulse les travailleurs immigrés qui ont été exploités pendant 30 ou 40 ans en

France, il en fera venir d'autres qui ne sauront pas parler français, qui ne connaîtront pas leurs droits.

Nous disons toujours, une lutte des travailleurs français ne tiendra jamais sans l'aide des travailleurs immigrés, et réciproquement.

Il faut bien comprendre les responsabilités de la crise actuelle, c'est l'impérialisme français qui est responsable de la crise économique. Par exemple, à Longwy, ce ne sont pas les travailleurs immigrés qui sont responsables des licenciements.

Et la réforme de gestion des foyers ?

La DANGEREUSE REFORME DES FOYERS

Si ce projet passe, c'est très dangereux pour les immigrés, c'est le 4^e projet de ce genre après les projets de Barre, de Stoléro et de Bonnet. Ce qu'ils veulent, c'est

que la dictature des gérants continue dans les foyers. Les comités de résidents qu'ils veulent mettre en place sont fantoches. Si cette réforme entre en application, les résidents seront obligés de payer toutes les augmentations. On était déjà révolté par le prix du loyer quand il était à 270 francs ; maintenant ils veulent nous faire payer 420 francs par mois. Avec l'Aide personnalisée au logement, le prix payé par chaque

résident sera fonction de son salaire.

Si Stoléro parvient à appliquer ses projets, on n'aura toujours pas le droit de recevoir quelqu'un chez nous, même pas un ami de passage. Ils veulent donner le même statut aux foyers de jeunes, de vieillards et de handicapés.

Il faut dire que dans la commission Delmont, qui a défini cette réforme, il y a des gens de Stoléro et aussi des responsables de la CFDT, de la CGT, de FO, des représentants du PCF, du PS.

Vous constatez une continuité de l'attitude des partis de gauche par rapport à votre lutte ?

NE PAS NEGOCIER FOYER PAR FOYER

Le Comité de coordination n'a jamais refusé de négocier, mais il y a des organisations qui veulent négocier foyer par foyer, et cela nous ne le voulons pas. L'Amicale des Algériens, le PCF ont signé des protocoles d'accord.

A Garges-lès-Gonnesse, par exemple, on voulait faire une fête le week-end et justement on a appris que la municipalité PCF voulait en faire une en même temps, en ville. Je me suis renseigné et j'ai appris que cela fait quatre ans que la mairie n'en avait plus fait, comme par hasard. Pas plus tard qu'avant-hier, le maire est venu distribuer un tract au foyer, sans même attendre l'augmentation. Nous leur demandons de se mettre en grève et de prendre contact avec le comité de coordination 15, rue de Nanteuil 75 015 Paris. D'autant plus que dorénavant des augmentations interviendront tous les 6 mois. Nous, ce que l'on demande, c'est une diminution de 100 francs, et l'on veut nous imposer des augmentations. Nous appelons tous les résidents à redoubler de vigilance dans tous les foyers où il n'y a pas la grève. Nous appelons tous les militants révolutionnaires à expliquer dans tous les foyers qui ne sont pas encore en grève que le comité de coordination des foyers en lutte depuis 4 ans les appelle à se mettre en grève contre les augmentations, contre les gérants racistes, provocateurs et colonialistes. Il faut comprendre qu'avec l'augmentation du 1^{er} juillet, si nous ne nous mettons pas tous en grève, l'exploitation va encore se renforcer.

«Nous lançons un appel»

Nous lançons un appel dans votre journal aux résidents qui ne sont pas encore en grève dans certaines régions comme la région lyonnaise. Nous voulons leur dire «il ne faut pas accepter cette augmentation de 12% qui va intervenir en juillet». A chaque fois qu'il y a eu des augmentations jusqu'à maintenant, de nouveaux foyers se sont mis en grève. Eh bien! Celle-ci doit être l'occasion de commencer une grève générale de tous les foyers en France, sans même attendre l'augmentation. Nous leur demandons de se mettre en grève et de prendre contact avec le comité de coordination 15, rue de Nanteuil 75 015 Paris. D'autant plus que dorénavant des augmentations interviendront tous les 6 mois. Nous, ce que l'on demande, c'est une diminution de 100 francs, et l'on veut nous imposer des augmentations. Nous appelons tous les résidents à redoubler de vigilance dans tous les foyers où il n'y a pas la grève. Nous appelons tous les militants révolutionnaires à expliquer dans tous les foyers qui ne sont pas encore en grève que le comité de coordination des foyers en lutte depuis 4 ans les appelle à se mettre en grève contre les augmentations, contre les gérants racistes, provocateurs et colonialistes. Il faut comprendre qu'avec l'augmentation du 1^{er} juillet, si nous ne nous mettons pas tous en grève, l'exploitation va encore se renforcer.

DOSSIER SONACOTRA

Nous dénonçons fermement cette justice. Comme nous faisons grève depuis quatre ans, Stoléro et la Sonacotra ont saisi la justice pour qu'ils pratiquent des saisies sur salaire, ils retiennent directement le prix des loyers sur la paye des travailleurs, ou alors ils donnent l'ordre de nous expulser. Nous dénonçons fermement cette justice qui cherche à casser notre lutte et à nous mettre à genoux.

Et les directions syndicales, quelles sont leurs attitudes ces derniers temps ?

Avec la direction de la CGT, il n'y a rien de nouveau. Elle ne veut toujours pas reconnaître le Comité de coordination. Avec la CFDT, nous avons beaucoup de difficultés. Par exemple, le 1^{er} mai à Paris ils ne voulaient pas que nous manifestations en nous disant : «C'est une journée syndicale». Nous avons été obligés de forcer le barrage de la CGT juste après le passage de l'UD CFDT 94. Ils refusent toujours de reconnaître la justice de toutes nos revendications, comme la baisse des loyers de 100 F par exemple. Quelle attitude pensez-vous que les résidents doivent avoir face à la répression ?

GISCARD LUI-MÊME NE NOUS FERA PAS RECULER

D'abord, nous comptons sur notre propre force. On compte avant tout sur nos délégués et sur nos responsables. Ensuite, on compte sur les travailleurs français pour qu'ils nous soutiennent massivement afin de faire plier le pouvoir et la justice bourgeoise. Pour chaque jugement depuis juillet dernier, les résidents se mobilisent massivement, pour montrer à la justice que nous sommes tous là, même si ce n'est généralement que quelques camarades qui ont été convoqués. Au foyer de la rue des Primevères à Nanterre, ils sont condamnés à 65 francs d'astreinte par jour depuis le 6 mai. S'ils refusent de payer, au bout de deux mois, les flics interviennent pour faire sortir les résidents et le tribunal a menacé de faire passer l'astreinte à 500 F par jour ! Ce que l'on constate, c'est que nous sommes condamnés à l'avance. Il va donc falloir que le Comité de coordination prenne ses responsabilités. On ne peut accepter que les décisions soient prises avant même le procès. Ce n'est pas Stoléro qui va nous faire reculer sur notre position, ce n'est pas la Sonacotra, ce n'est pas Giscard lui-même. Nous ne sommes pas responsables de la crise ; les responsables, ce sont les capitalistes. Il ne faut pas oublier qu'il y en a parmi nous qui sont ici depuis 30 ou 40 ans, qui ont perdu leur santé pour la bourgeo-

sie française ; et aujourd'hui, ils veulent nous renvoyer comme un colis ? Nous nous battons pour obtenir tous nos droits !

Nous ne reculerons jamais sur notre position. Ils peuvent utiliser tous les moyens, nous aussi nous utiliserons tous les moyens ; avec le soutien de nos camarades français.

Les menaces de Stoléro de fermer 100 foyers en grève, nous disons que c'est de l'intimidation et une provocation.

Si Stoléro et le gouvernement prennent cette responsabilité d'envoyer les CRS pour expulser nos camarades résidents grévistes, pour supprimer leurs droits légitimes etc. Ils seront responsables de tout ce qui peut arriver. Si l'on veut employer la force contre nous, nous ne nous laisserons pas faire. Nous avons une plate-forme revendicative, et nous voulons satisfaction, nous n'accepterons aucune pression, même policière.

Nous appelons tous les militants révolutionnaires, tous les syndicalistes, à renforcer leur soutien à tous les foyers en grève, surtout à la veille de l'été.

«C'EST LA GUERRE»

«Ils veulent la guerre» dit un délégué. Qu'on en juge : dans les Hauts-de-Seine, sur les 2 523 résidents du département, 888 sont menacés de saisies-arrests sur salaire ou d'expulsion. 216 résidents de la rue des Primevères à Nanterre ont déjà été condamnés...



Été 1978 : la mobilisation contre les procès et la sortie victorieuse du tribunal



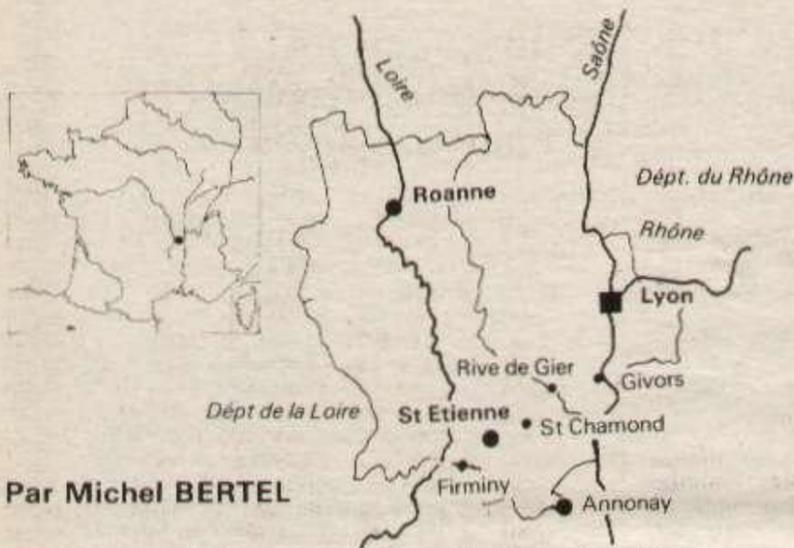
En province aussi... (Reims, le 28 octobre 1978)



Français-Immigrés, tous dans la rue avec les résidents ! (18 novembre 1978)



Printemps 1964 : A La Meinau (foyer de Strasbourg), les uniformes noirs. Mobilisons nous... pour empêcher d'autres expulsions !



Par Michel BERTEL

Saint-Chamond (Loire)

L'ère du vieux fossile

L'ombre de Pinay, il est vrai, plane encore. Certes, Saint-Chamond s'est donné une municipalité de gauche en 1977 avec Jacques Badet, mais le poids du «vieux fossile» pèse encore. Il a «régné» pendant un demi-siècle, tristant toutes les possibilités : maire, député, sénateur, ministre, premier ministre... Pendant 40 ans, il fut président du Conseil général. Ce vieux politicien de la Quatrième république, bien que retiré officiellement des affaires, n'en continue pas moins d'intervenir ici ou là, distribuant sa manne à ceux dont il veut recueillir les suffrages. Jadis, Pinay était élu avec 70 % des voix, ce qui lui permettait sous des aspects «d'apolitique se consacrant à sa chère ville», de tenter de gommer les conflits de classe à Saint-Chamond.

De l'avis de beaucoup d'habitants, du temps de Pinay il n'y avait aucune vie politique. Même pas celle de la droite avouée. Par exemple, le RPR n'avait que 7 adhérents, il n'y a pas si longtemps !

De plus, monsieur le Président ne souffrait pas la contestation. Il avait réussi à mettre au pas les travailleurs et leurs organisations, non sans mal. Mais par exemple, le premier mai de l'histoire de Saint-Chamond n'a vu le jour qu'en 1977, avec le passage à gauche de la mairie ! Face à Pinay, la gauche était archi-respectueuse. Ainsi on raconte qu'en 1969, lors du décès de madame Pinay, PC et PS sont allés porter ensemble une gerbe au cimetière...

Bien sûr, Pinay «s'occupait» du chômage. Il créait même des emplois. Cela lui était d'ailleurs très facile, il suffisait de démanteler des usines à la périphérie de la ville ! Et on ne compte pas le nombre d'usines démantelées de deux kilomètres, preuve intangible de la politique sociale de Pinay à Saint-Chamond.

Pinay fait des adeptes

Après 50 ans de Pinay, Saint-Chamond commençait à respirer. Car certains ont cru avec l'arrivée de Badet, maire PS, que les choses allaient changer... Pourtant, le fossile a déteint sur ses successeurs. Car en matière de mégalomanie et de pouvoir personnel, le sieur Badet n'est pas en reste...

Ne parlons pas du château de 32 pièces acheté dès son arrivée. Ni du panneau de photographies à la mairie où il pose dans 4 photos sur 6... Ni encore des photos aux légendes dithyrambiques de Badet dans le bulletin municipal... Non, parlons plutôt de son attitude au conseil municipal. Juste une chose : d'abord Badet, lui, «ne se laisse pas déborder par les irresponsables». Alors, par exemple, il refuse la

Saint-Chamond : il est 3 heures du matin, nous sommes le 22 décembre 1978. Dans l'usine J.B. Martin, occupée depuis un an et demi, les ouvriers sont au poste de garde. Quelques minutes après, un commando de nervis, membre de la sinistre ALS de l'ex-commissaire Javille, escorté de flics, pénètre dans l'usine, expulse les travailleurs, et, armés de chiens et de pistolets, entendent demeurer dans les locaux pour permettre le déménagement des outils de production.

Mais Saint-Chamond veille, et dès 8 heures du matin, le tocsin donne l'alerte. Plus de 5 000 travailleurs rassemblés devant l'usine, pleins de haine et de colère, vont expulser violemment la dizaine de nervis. Ces ouvriers sont venus de l'usine Creusot-Loire voisine, des boîtes de Saint-Chamond, mais aussi de Saint-Etienne, de Rive-de-Gier... Un seul mot d'ordre, les fascistes sont à J.B. Martin, et des milliers d'ouvriers affluent à l'usine. Ce 22 décembre, beaucoup de choses ont changé à Saint-Chamond.

Alors que la semaine précédente, des affrontements avaient lieu entre métallos de Caen et de Saint-Nazaire et les CRS, le vidage des nervis à J.B. Martin signifiait une indiscutable présence de la classe ouvrière, prête à réagir aux mauvais coups du patronat et du gouvernement.

Depuis, l'occupation à J.B. Martin continue. Début mai une journée «opération-survie» a drainé plusieurs milliers de visiteurs venus certes acheter du velours mais aussi apporter leur solidarité à ceux de J.B. Martin. Un plan de relance a été mis au point par la CGT, signé ensuite par la CFDT Hacuitex, la FEN et des tables rondes se poursuivent, sans grand résultat.

Pour beaucoup de militants, rien ne prédisposait Saint-Chamond à une semblable action de classe des travailleurs de la vallée du Gier. Si sociologiquement Saint-Chamond est une ville ouvrière, avec ses 4 000 ouvriers de Creusot-Loire, il n'en reste pas moins qu'elle avait gardé une mentalité de ville petite-bourgeoise.



Le 22 décembre 1978, les nervis réfugiés sur les toits de J.B. Martin. En bas, la colère ouvrière grande.

A l'ombre de Pinay VOL AU-DESSUS D'UNE MAIRIE P.S.

parole au candidat écologique et finit par la lui donner quelques minutes, non sans l'avoir copieusement injurié... Et ainsi de suite.

Monsieur Badet fait du social

Certes, monsieur Badet fait du social. Mais les Saint-Chamonnais se souviennent seulement de l'inauguration du W.C. public et moderne place Dorian, alors qu'ils savent que le nombre de chômeurs à Saint-Chamond continue d'augmenter... Et puis, beaucoup de travailleurs se rappellent l'attitude de Badet le 22 décembre à J.B. Martin : il descend de sa R 16, le poing levé, et il prend le micro : «Camarades, on va descendre en ville» dit-il sous les sifflets et les huées alors que 5 000 travailleurs sont en train d'attaquer sur place le commando. Encore un du PS qui doit avoir peur des mouvements de foule... La journée «La Loire veut vivre» du 20 février a quelque peu terni son image sociale ; il a en effet refusé obstinément de prêter un camion aux ouvriers de J.B. Martin. Ils voulaient y installer des rouleaux de velours, afin de présenter un char décoré de leur production, lors de la manifestation à Saint-Etienne. C'est finalement la mai-

rie PCF de Rive-de-Gier qui a prêté le camion... Citons également une autre action d'éclat : à Clésid (du groupe Creusot-Loire) il a refusé d'écouter les syndicats venus lui demander des assurances sur l'emploi, tant qu'il n'aurait pas d'abord écouté le PDG... Ou alors Monsieur Badet vient d'offrir un local à Monsieur Pellet, un industriel de la chaussure locale, local demandé par les gens du quartier pour en faire une maison pour tous... Et la liste est longue.

Monsieur Badet fait de la politique

Son installation à la mairie mérite d'être racontée. Jadis, la

section du PS à Saint-Chamond était composée de PSU, de syndicalistes CFDT ralliés au PS avec l'opération des «Assises pour le socialisme». Quand il s'est agi de désigner le futur maire, le conflit éclata. Mermaz, le député PS de Vienne, le régla en parachutant Badet, à l'époque soutenu par Mitterrand. Les autres furent écartés, partis maintenant dans la nature, ou ont démissionné récemment avec une lettre tonitruante dénonçant le pouvoir personnel de Badet... Bref, rien que de très normal au PS. Mais là où les choses se corsent, c'est que Badet se déclare aujourd'hui favorable à Rocard. Alors Mitterrand veut régler les comptes.

Certains au PS racontent même que le premier secrétaire aurait dit à Badet : «Je t'ai fait maire, maintenant je bousillera ta carrière». Du coup, pour les cantonales, on a vu Mitterrand parler à l'Horre et à Lorette, situées à quelques kilomètres de Saint-Chamond, mais surtout pas dans la ville où il s'était déplacé deux fois en 1977...

Aujourd'hui, monsieur Badet se sent un peu seul. Pas grand monde ne le soutient, et ce sont des militants de Vienne qui ont diffusé les tracts pour les cantonales. Quant à son équipe municipale, cela ne vaut guère mieux : le premier adjoint vient d'être démis de ses responsabilités tout en gardant son titre.

PCF : montée des critiques

Le PCF, mouillé avec Badet à la mairie, voit la contestation se développer en son sein. Voire des grincements de dents des militants ouvriers, déçus de l'expérience municipale, et qui constatent la lente mais sûre baisse d'influence de leur parti ; plus que 13 %, alors qu'il y a quelque temps, les 20 % étaient dépassés... Il faut dire que le PC se démarque de moins en moins de la municipalité, et continue de marquer à gauche monsieur le maire. Pourtant à Saint-Chamond le «virage à droite», ce ne serait pas une invention... Petite anecdote : le suppléant PCF aux législatives devait, de l'avis de beaucoup, être le candidat aux cantonales. Mais, entre temps, il n'allait plus aux séances du conseil municipal, ni aux réunions de cellule. C'est une ménagère qui l'a remplacé au pied levé. Le résultat (13 %), est mince...

De nombreux clivages apparaissent aujourd'hui entre les élus tenant avant tout à garder leur strapontin, et les autres désireux de rompre un mariage aussi malheureux. D'autant plus que Badet agit, parle, construit, inaugure... comme si le PC n'existait plus.

Saint-Chamond, réalité contradictoire

Dépolitisation, gauche respectueuse, syndicats mis au pas, pouvoir personnel, apolitisme réactionnaire... monsieur Pinay a marqué son époque. Aujourd'hui tout n'est pas encore balayé, mais ce qui s'est révélé avec l'occupation de J.B. Martin n'est pas près de s'éteindre. Une page nouvelle est en train d'être tournée à Saint-Chamond, même si l'action de monsieur Badet, dans le droit fil de l'ancêtre, obscurcit encore le paysage. L'avenir dira si le 22 décembre n'était qu'une explosion sans suite, ou s'il a été une étincelle. Quoi qu'en soit, Saint-Chamond, a vu plus de 5 000 travailleurs renouer, il y a 4 mois, avec la tradition ouvrière.

Une presse libre

Une presse libre sort depuis quelques années à Saint-Chamond : Le Couramiaux. Créé du temps de Pinay, Le Couramiaux, d'après un de ses rédacteurs, était avant tout une réaction contre le monopole de presse, détenu par la presse du type Le Progrès où les pages locales de la vallée du Gier, insipides et remplies de défilés de majorettes ou de vins d'honneur, sont à l'opposé de la vie quotidienne des Saint-Chamonnais. Pour Le Couramiaux, un objectif : parler de tout ce dont les autres ne parlent pas, lutter contre la dépolitisation, éclairer d'un jour nouveau les manœuvres des politiciens...

Adresse : Le Couramiaux : 14 rue Gambetta. 42 400 Saint-Chamond. le numéro 2 F 50, l'abonnement 20 F.

IGNOBLE AGRESSION FASCISTE CONTRE UNE MILITANTE SYNDICALE

Une jeune femme de Caen, connue pour son engagement syndical dans la section CFDT du centre hospitalier universitaire de cette ville, et ses activités politiques au sein de l'OCT, a été vendredi 25 mai, la victime d'une lâche agression fasciste. Enlevée en début de soirée vers 18 heures par quatre individus, elle était emmenée vers un endroit isolé pour y être torturée d'une ignoble façon. Dévêtue, ses tortionnaires lui lacérèrent la poitrine à coups de rasoir, lui traçant la sinistre croix gammée en-

tourée d'un faisceau d'incisions profondes.

Cette agression lâche et révoltante que ses auteurs ont qualifiée d'*«avertissement avant la liquidation de tous les rouges»*, a lieu dans un contexte de regain des activités fascistes dans la région de Caen. La protection plus ou moins avouée du pouvoir, ne peut qu'encourager cette vermine dans ses actions.

Ainsi, il y a trois ans, les locaux de la CFDT étaient saccagés, l'enquête ouverte n'aboutira pas. L'an dernier, ce

sont les ouvrières de Moulinex qui faisaient les frais d'une agression des nervis fascistes, alors qu'elles étaient en lutte pour leurs revendications. De même que pendant leurs mouvements revendicatifs, ponctués de grèves, les travailleurs d'EDF avaient à faire face aux mêmes bandes armées. Plus près de nous, au mois de novembre dernier, les mêmes nervis intervenaient sous la protection des flics contre des manifestants dans un conflit qui opposait la direction de Carrefour à des travail-

leurs de cette grande surface. Des manifestants faisaient l'objet de poursuites judiciaires tandis que les nervis n'étaient pas inquiétés. La CFDT dénonce la grave inertie des pouvoirs publics, inertie qui ne peut être qu'un encouragement pour ces actes inqualifiables. Il est vrai que ces agressions sont une aide appréciable pour le pouvoir contre la montée des luttes ouvrières. Elles exigent une riposte appropriée dans une large unité, pour que les fascistes ne restent pas impunis.

LES DC-10 INTERDITS DE VOL AUX USA

«Tous les avions de type DC-10, construits par Mc. Donnell Douglas et exploités par les compagnies de transport aérien américaines sont interdits de vol». C'est ce qu'a décidé le chef de l'administration de l'aviation civile américaine lundi après-midi.

Sensible à la pression des organisations de consommateurs, dont l'intervention de l'avocat Ralph Nader, l'administration cherche à éviter toute critique sur son incapacité à prendre des mesures de sécurité d'urgence. En effet, on se souvient de l'accident survenu à un même DC-10 de la Turkish Airlines qui, en 1974, s'était écrasé à Ermenonville, au Nord de Paris, causant la mort de 345 personnes. La cause de cet accident était la rupture d'une porte de soute ; or quelques mois

plus tôt aux USA le même accident avait eu lieu et une catastrophe avait été évitée de justesse par un atterrissage improvisé.

Les autorités françaises et la direction de la compagnie française UTA qui a six DC-10 en exploitation n'ont pas, à l'heure actuelle, pris la décision de suspendre les vols mais seulement de vérifier les boulons de fixation des réacteurs...

UN BOULON DE 10 CM QUI A LÂCHÉ !

Deux cent soixante dix neuf morts pour un petit boulon de quelque dix centimètres qui a cassé ! Les premières conclusions des enquêteurs sont accablantes. Alors que tout de suite après l'accident, différentes personnalités de l'avia-

tion civile américaine mettaient hors de cause la perte d'un des réacteurs dans l'écrasement de l'avion, les premières conclusions des enquêteurs les contredisent formellement. Ainsi ces personnalités affirmaient que le DC 10, même privé de l'un de ses trois moteurs, aurait pu se poser, presque normalement. Et pour appuyer leur thèse, ils ont pris quelques exemples, où un drame similaire avait été évité de justesse. Sans préciser qu'il avait fallu un concours de circonstances pour que le drame ne se déclenche, et des pilotes particulièrement experts. Mais ces déclarations scandaleuses tentaient aussi de présenter la chute d'un réacteur comme un risque quotidien, et qu'il n'y avait pas lieu de perdre son sang froid devant

une telle situation ! Quant aux compagnies aériennes elles pourraient continuer leurs révisions des appareils comme bon leur semblerait, même au détriment de la sécurité...

Avec les premières conclusions, ces personnalités optimistes ont ainsi reçu un flagrant démenti. Un premier boulon de 10 cm s'est rompu. Sous l'effet des vibrations et des efforts supplémentaires que chacun d'eux devait encaisser, les onze autres boulons qui maintiennent les réacteurs latéraux sur le fuselage ont lâché à tour de rôle. La perte brutale du réacteur (qui pèse 5 tonnes) a alors déséquilibré l'avion, qui malgré la dextérité des pilotes ne pouvait que s'écraser au sol, entraînant ses passagers et son équipage dans la mort.

La société constructrice de cet avion vient d'ailleurs de donner la consigne à toutes les compagnies qui exploitent les quelque deux cent soixante quinze DC 10 en service de procéder de toute urgence à une vérification approfondie du système d'attache des réacteurs...

3,5 % de hausse des prix officielle en 3 mois

MONORY «NE REpond PLUS DE RIEN»

Au rythme où va l'inflation depuis janvier, les 10 % seront très prochainement dépassés d'ici le mois de décembre. Le ministre de l'Economie, Monory, préparait d'ailleurs l'opinion en déclarant mardi : *«Il faut que chacun soit raisonnable dans ses exigences. Si tout le monde réclame un fort gain de son pouvoir d'achat, je ne réponds plus de rien»*.

Depuis que Barre sévit à Matignon, les prix ont fait un bond, selon l'indice

CGT, de 26,4 %. 26,4 % en deux ans et demi.

Il ressort par ailleurs de la dernière enquête réalisée par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise qu'ils s'attendent *«à un ralentissement de la croissance assorti d'une forte poussée des prix industriels»*.

Il faut également savoir que les hausses intervenues ou prévues dans les semaines qui viennent nous assurent une hausse des prix bien pire encore

pour les prochains mois. La carte orange du métro parisien va par exemple augmenter le 1^{er} juillet de 21,7 % et les loyers de 5 millions de familles vont être majorés de 15 à 40 % et quelques fois de 70 % !

Voici quelques indications sur la hausse en avril :

Services :	+ 1,4 %
Habillement :	+ 1,3 %
Produits manufacturés :	+ 0,8 %
Alimentation :	+ 0,8 %
Loyers :	+ 2,3 %
Hôtels et cafés :	+ 1,7 %

ARRÊT D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE EN RFA

Le réacteur de la centrale nucléaire de Philippsburg (RFA) en service depuis 3 mois, va être arrêté pendant 14 mois. Les conduites d'eau, ayant été jugées défectueuses, devront être changées.

● Intoxication alimentaire dans des cantines scolaires

«Je considère comme l'un de mes objectifs l'extension et l'amélioration de la restauration des enfants à l'école» promettait Jacques Chirac au cours de sa campagne des municipales de 77. C'était après une intoxication alimentaire massive survenue dans deux centres aérés du bois de Vincennes. Les progrès en la matière ne paraissent pas convainquants : mardi dernier, plusieurs dizaines d'enfants — 300 environ selon l'Union locale Cornec — des maternelles du 9^e arrondissement de Paris ont été victimes d'une intoxication alimentaire. Des aliments surgelés en seraient la cause. Selon les parents d'élèves, les moyens dont disposent les 5 cuisines de l'arrondissement pour conserver les aliments surgelés seraient nettement insuffisants.

● Les PMI récidivent contre le droit de grève

Les patrons indépendants des PMI (petites et moyennes industries), déboutés lors d'une action en référé contre les travailleurs d'EDF, récidivent. Leur but : en s'attaquant à EDF, contre les prétendues pertes que les grèves leur occasionnent, les PMI espèrent bien remettre en question le droit de grève des travailleurs de la société nationale. Cette fois, le patronat indépendant s'adresse au tribunal de commerce de Paris, où il demande 165 000 francs de dommages et intérêts. Si les patrons aboutissaient sur le fond, nul doute que la direction EDF serait amenée à prendre des mesures répressives et à remettre en cause le droit de grève. Là-dessus elle peut compter sur le pouvoir qui vient de remettre en cause celui des travailleurs de la télévision...

● Enfance inadaptée du Gard : répression anti-grève

A la suite de la grève du mois dernier dans les centres pour l'enfance inadaptée de la région de Nîmes, au centre Peyraube à Arrigas, près du Vigan, neuf membres du personnel ont reçu des lettres d'avertissements, sanction très grave puisqu'inscrite définitivement au dossier et susceptible de provoquer un licenciement pour la moindre faute supplémentaire. Motif invoqué dans sept cas : *«Non respect du service minimum de sécurité»*, alors que 40 % de non grévistes, pouvaient l'assurer. Pour le psychiatre, la direction a invoqué un manquement au secret professionnel, parce qu'il avait informé des confrères de la grève. Le psychologue est accusé de s'être félicité du départ d'un enfant de la maison. Les sections CFDT et CGT dénoncent cette véritable atteinte au droit de grève.

MERCREDI 30 MAI A 20 HEURES
AU CICP 14 RUE DE NANTEUIL
75 015 TEL : 531 43 38

AUDIO-PRADIF PRÉSENTE
Ses 3 derniers films sur
L'IMMIGRATION

- Retour en Kabylie (25 mn)
- Après l'aller, le retour (45 mn)
- Le garage (un groupe de jeunes immigrés)

Nous souhaitons votre présence !
5 F

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



● Pakistan : démenti aux accusations soviétiques

La semaine dernière, le gouvernement pakistanais a répondu aux accusations sans fondement de la Pravda qui prétendait que le soulèvement d'une grande partie de la population afghane contre le régime pro-soviétique de Taraki venait d'une intervention pakistanaise. Le gouvernement pakistanais a déclaré que l'URSS voulait masquer la réalité en attribuant au Pakistan les difficultés du régime au pouvoir en Afghanistan. Le Pakistan est prêt à discuter du problème des réfugiés avec le gouvernement afghan.

● Mort accidentelle du premier ministre mauritanien

La mort dans un accident d'avion au Sénégal du premier ministre mauritanien Ould Bouceif ne semble pas avoir de conséquence prévisible sur les négociations pour un règlement de la question du Sahara Occidental. Arrivé au pouvoir le 6 avril à l'occasion de la formation d'un nouveau «Comité militaire de salut national», le premier ministre Ould Bouceif avait participé à de nombreuses discussions sur le problème du Sahara ces dernières semaines. Il s'en était cependant tenu aux positions ambiguës du régime issu du coup d'Etat du 10 juillet affirmant à la fois sa volonté de parvenir à la paix et sa fidélité à l'alliance avec le Maroc dont les troupes continuent à occuper le territoire mauritanien.

D'autre part, une délégation militaire américaine se trouve actuellement au Maroc. Il s'agit de renégocier les ventes d'armes américaines au Maroc. Carter avait décidé de restreindre les livraisons pour ne pas être impliqué trop directement dans le conflit du Sahara. Il a cependant accepté récemment de fournir au Maroc des munitions et des pièces détachées pour les bombardiers F 5.

● Indochine : transport d'armes soviétiques au-dessus de la Thaïlande

Des avions soviétiques transportant du matériel militaire à destination des zones de combats de l'Ouest du Cambodge ont été repérés par l'armée thaïlandaise dans l'espace aérien de la Thaïlande. Ces avions, qui auraient déjà effectué 73 vols, emprunteraient le trajet autorisé pour la ligne d'aviation civile de l'Aeroflot pour ravitailler en armes et munitions les troupes vietnamiennes et fantoches au Cambodge. Ce problème a fait l'objet d'une discussion au niveau du conseil de défense du gouvernement thaïlandais.

Par ailleurs, des manifestations ont eu lieu à Bangkok devant les ambassades vietnamienne et soviétique pour dénoncer les menaces que fait peser sur la Thaïlande l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne et les provocations à la frontière Cambodge-Thaïlande.

● Asie du Sud-Est : contre l'expansionnisme vietnamien

Le ministre de la Défense indonésien a déclaré que l'Indonésie, membre de l'ASEAN, soutiendrait les autres pays membres s'ils étaient attaqués. Faisant évidemment allusion à la Thaïlande, il a affirmé : «Si d'autres membres étaient menacés directement, l'Indonésie ne pourrait rester indifférente».

Par ailleurs le président de la Birmanie et le président du Bangladesh qui se sont rencontrés la semaine dernière ont évoqué dans un communiqué commun la situation en Indochine. Les deux chefs d'Etat se déclarent «préoccupés devant la situation en Indochine et ses effets nuisibles à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est» et se prononcent «en faveur des efforts bilatéraux et des efforts de la part des Nations Unies tendant à trouver une solution pacifique au problème».

● Nicaragua : violents combats entre la guérilla et la garde nationale de Somoza

De nombreux et violents combats ont opposé ces derniers jours les combattants du Front sandiniste de libération national et la garde nationale du dictateur Somoza, notamment à Léon, seconde ville du pays. Samedi et dimanche les combats avaient fait au total soixante morts.

30^e anniversaire de la RFA

UNE REALITE «JUBLIEE» : LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND, REPRIMEE EN 1945

Après la seconde guerre mondiale, les alliés occidentaux occupant l'Allemagne de l'Ouest veulent faire de la RFA un pays capitaliste bastion de la lutte contre le communisme. De 1945 à 1949 elles

vont se heurter à la renaissance du mouvement ouvrier allemand en lutte pour les revendications des travailleurs, pour l'épuration des nazis et la réorganisation des syndicats.

«LES MINES AU PEUPLE»

Malgré la forte répression, les luttes ne peuvent dans un premier temps être brisées ni récupérées. Fortement mobilisés contre le fascisme, de nombreux travailleurs qui ont fait l'expérience concrète que ce sont les capitalistes, les responsables de la guerre, revendiquent l'expropriation de mines et autres secteurs industriels.

La conférence des délégués des mineurs de la Ruhr, réunis en automne 1945, affirme dans une résolution :

«Les mineurs savent que le Syndicat patronal des mines, les Thyssen, Klöckner et autres Krupp ont été les pourvoyeurs de fonds du NSDAP hitlérien. Les mineurs savent que les barons des mines allemands ont préparé et ont mené deux guerres. Pour empêcher une nouvelle guerre, les mineurs revendiquent le transfert des puits aux mains du gouvernement régional».

Ceux de chez Krupp, soutenus par les délégués d'entreprise communistes et socialistes de Essen revendiquent, en novembre 1945, l'expropriation sans dédommagement des usines Krupp et leur nationalisation. Le gouvernement militaire anglais répond par l'occupation des usines par l'armée britannique.

Les années 1946 et 1947 connaissent un puissant mouvement de lutte. Après les premières actions des mineurs de la Ruhr, les grèves s'étendent un peu partout, contre la misère et la faim, contre les équipes supplémentaires, et surtout pour les nationalisations et le contrôle ouvrier dans les mines et dans d'autres secteurs. Malgré les tentatives de récupération du parti social-démocrate, malgré les efforts de la bourgeoisie et des forces d'occupation de réprimer le KPD, ces luttes montrent la force potentielle de la classe ouvrière allemande. En 1948, alors que les directions syndicales et la bourgeoisie allemande contrôlent la situation dans une large mesure, une grève générale pour l'épuration des forces fascistes et réactionnaires et pour les nationalisations rassemble 9 millions de travailleurs sur 11,7 dans les zones anglaise et américaine.

DE LA REPRESSION OUVERTE AUX ILLUSIONS DE LA COGESTION

Si, pour réprimer ces luttes, les puissances d'occupation ont recours à la répression ouverte (intervention de la police militaire, interdiction de toute grève et manifestation), une partie de la bourgeoisie allemande emploie une autre tactique. Pour briser

travailleurs perdent patience malgré tous les efforts que nous avons entrepris pour les faire tenir aussi tranquilles que possible. Nous continuerons à faire tout ce qui est de notre pouvoir pour que les gens restent à leur poste de travail». Les dirigeants syndicaux minent les revendications populaires, les mènent dans les impasses réformistes, en faisant croire qu'il n'existe

de son pouvoir, préparant sa future percée tant sur les marchés mondiaux que sur la scène politique internationale, met en place tout un arsenal de mesures répressives pour prévenir la contestation populaire contre la restauration de l'économie capitaliste, contre la division de l'Allemagne, la remilitarisation. La loi d'exception de 1950 sur «l'épuration de la Fonction publique», tou-



La lutte des sidérurgistes allemands reprend les traditions de lutte de la classe ouvrière allemande qui s'était réorganisée pour combattre dès 1945.

et diviser le mouvement populaire, pour récupérer sa crédibilité perdue auprès des masses, elle tente de se donner une image «anticapitaliste». Ainsi la CDU, parti chrétien-démocrate, dans son programme de 1947, affirme que le système capitaliste a fait son temps et qu'il s'agit maintenant «d'emprunter la voie des nationalisations». Le SPD, farouchement anticommuniste, soutient que «avec l'effondrement du nazisme, le capitalisme en Allemagne s'est écroulé»; pour lui il faut maintenant engager les forces à «démocratiser l'économie».

Les dirigeants syndicaux font vite leurs preuves dans la politique de division, de collaboration de classe. Ils ne soutiennent les luttes que mollement et dans le but de les contrôler, ils mènent à l'échec grèves et manifestations, comme par exemple, — malgré une importante mobilisation populaire — la grève contre la réforme monétaire. A cette occasion, le dirigeant syndical Fritz Tarnow adresse au gouverneur militaire Clay un message qui a le mérite d'être sans équivoque : «Nous devons vous demander de ne pas nous rendre responsables si les

pas de différence entre expropriation sans dédommagement revendiquée par les travailleurs et décartelisation, entre contrôle ouvrier et cogestion paritaire. Pour briser les luttes, pour intégrer les syndicats dans le système capitaliste, la cogestion a effectivement été introduite dans les mines dès 1947; quatre ans plus tard, le premier chancelier fédéral, Adenauer, devait constater que la cogestion «est un grand progrès sur la voie de l'apaisement social du peuple allemand».

L'EXPANSION ECONOMIQUE PAR LE MUSELEMENT DE LA CLASSE OUVRIERE

Au moment de la création de la RFA, en mai 1949, la bourgeoisie allemande et les forces réformistes sont parvenues à contrôler dans une grande mesure la situation. (Pour expliquer ce fait, il faut ajouter que les énormes pertes qu'a subi le mouvement ouvrier et tout particulièrement son parti communiste du fait du nazisme, ont grandement facilité sa récupération par les forces réformistes). Le gouvernement Adenauer, pour consolider les bases économiques et politiques

chant les communistes notamment, la dure répression du mouvement populaire contre la remilitarisation, l'interdiction du KPD en 1956, l'interdiction des grèves «politiques» dans la réactionnaire loi sur l'entreprise de 1952, voilà autant de mesures visant à isoler, sur le plan politique, à museler, sur le plan idéologique, la classe ouvrière ouest-allemande.

La croissance rapide de l'économie allemande permet de masquer cette répression derrière une image «libérale»: Pendant toute une période, les travailleurs obtiennent relativement facilement des améliorations de leurs salaires et de leurs conditions de vie, ce qui permet effectivement à la bourgeoisie d'imposer une longue période de paix sociale.

Il sera réservé plus tard aux gouvernements sociaux-démocrates de Brandt et Schmidt, dignes successeurs de Adenauer, d'étendre et de perfectionner ce système de répression à un moment où, à nouveau à travers les grèves sauvages de 1969 et 1973 notamment, la contestation ouvrière resurgissait.

A PROPOS DE L'EUROPE

Prendre en compte l'ensemble de la situation internationale (3)

Toute appréciation sur la construction européenne est tributaire de l'appréciation portée sur la situation internationale, dans son ensemble. C'est ainsi que la sous-estimation de l'aggravation de la rivalité USA-URSS, à l'échelle mondiale, et de l'intensification des pressions sur l'Europe, qui en résulte, conduit à ne pas prendre en considération l'intérêt que peut présenter la construction euro-

péenne pour la résistance à ces pressions.

Sans parler du point de vue qui, parce qu'il nie la menace croissante que représente le social-impérialisme soviétique, et sous-estime le recul US au plan mondial, n'envisage la construction européenne, aujourd'hui, que comme un phénomène conduisant inéluctablement à un renforcement de la domination américaine sur l'Europe.

DU TIERS-MONDE A L'EUROPE

Les tentatives au plan mondial du social-impérialisme soviétique de s'emparer des positions encore occupées ou de celles déjà perdues — du fait de l'essor des luttes des peuples — pour les «vieux» impérialismes, et particulièrement le seul d'entre eux qui conserve les ambitions hégémoniques mondiales : les États-Unis, conduit, nous l'avons dit, à l'exacerbation de la rivalité USA-URSS et aggrave ainsi la menace d'un nouveau conflit mondial. Ceci n'implique nullement le recul des facteurs de révolution dans le monde, dans la mesure où le développement des risques de guerre mondiale, déterminé pour l'essentiel par le développement de la contradiction entre impérialismes, particulièrement — aujourd'hui les deux superpuissances, le développement de la lutte des peuples et ses succès, ne sont pas deux processus exclusifs l'un de l'autre, mais ils coexistent à chaque moment.

Si aujourd'hui, la tendance principale qui caractérise la nouvelle étape dans laquelle nous sommes entrés, ces dernières années, est la tendance à la guerre, cela signifie seulement que les circonstances historiques, c'est-à-dire le développement inégal, mais aussi l'interaction des quatre contradictions fondamentales du monde contemporain, ont conduit à ce que dans le moment présent, les facteurs de guerre croissent plus rapidement que ne croissent les facteurs de révolution. L'étape présente a été préparée par les développements de l'étape précédente. Ainsi, les reculs de l'impérialisme US que l'URSS tente d'exploiter aujourd'hui pour son propre compte, ont été imposés avant tout par le développement de la lutte des peuples dont l'essor a marqué l'étape précédente où la tendance principale était à la révolution. Mais il serait évidemment dangereux de tirer de ce phénomène la conclusion que les luttes des peuples, parce qu'elles réduisent le champ dans lequel les États-Unis rivalisent et connaissent un développement inégal, aurait pour principal effet d'exacerber la rivalité entre les superpuissances.

Comme nous le verrons,

c'est bien du développement des luttes des peuples et de leurs succès que dépend l'affaiblissement des superpuissances, principaux piliers aujourd'hui du système d'exploitation impérialiste et la limitation de leurs marges de manœuvres, de leurs préparatifs de guerre.

LA GUERRE N'EST PAS LE SEUL MOYEN D'OCCUPER DES POSITIONS

Toutefois, les tentatives de l'URSS d'exploiter le recul américain, soulignent à quel point aujourd'hui la vigilance à l'égard de ses menées est importante pour empêcher que les succès remportés contre la superpuissance américaine, qui a subi toute une série de revers en tentant d'écraser les mouvements de libération nationale et qui s'est largement discréditée, ne soient vidés de leur contenu, détournés de leur sens par les manœuvres de la superpuissance soviétique. Car celle-ci essaie toujours d'utiliser autant qu'elle le peut encore, sa possibilité de tromper les peuples et les pays pour camoufler sa politique impérialiste, une possibilité qui, même si elle décroît avec le déploiement de cette politique, qui tend à la discréditer, continue de fonder pour une part le caractère de l'URSS comme superpuissance aujourd'hui la plus dangereuse. De ce point de vue, on voit combien on sous-estimerait les risques de guerre si on s'en tenait seulement aux phénomènes militaires, les plus évidents dans lesquels sont impliquées les superpuissances. En particulier l'URSS, qui est aujourd'hui, celle des deux superpuissances qui hésite le moins à recourir aux aventures militaires pour faire valoir ses ambitions, est aussi passée maître dans les manœuvres de subversion. On a vu la transformation extrêmement rapide du Vietnam en point d'appui du dispositif soviétique en Asie, sur la base de la victoire d'une ligne révisionniste au sein du parti communiste vietnamien qui avait pourtant, durant de longues années, dirigé une guerre de libération à plus d'un égard exemplaire. On a vu comment la dictature du Né-

US — n'est tombée, sous l'effet de la révolte populaire et des coups portés par la guerre de libération du peuple érythréen, que pour ouvrir la voie à l'instauration d'un régime fasciste de plus en plus inféodé à l'URSS et à ses ambitions dans cette zone stratégique de la mer Rouge, sans même que pour cela, Moscou n'ait eu besoin de recourir aux services d'un parti révisionniste éthiopien. On a vu comment la prise de contrôle du pouvoir central en Afghanistan est venu sanctionner un processus pacifique de rapprochement et d'alignement sur l'URSS, jugé toutefois insuffisant. Ce sont là quelques exemples qui dénotent les dangereuses capacités de subversion, d'ingérence, d'immixtion, dont peut faire preuve la superpuissance soviétique pour conquérir des positions.

LA PORTEE DES AFFRONTEMENTS DANS LE TIERS MONDE

Prendre en compte ces dangers ne signifie nullement sous-estimer la croissance du mouvement politique du Tiers Monde et sa contribution essentielle au Front antihégémonique mondial, y compris sa capacité dans une certaine mesure à trouver dans les diverses contradictions entre impérialismes, et l'exacerbation de la rivalité USA-URSS, de nouvelles possibilités de desserrer l'étau impérialiste. Les positions acquises par les superpuissances dans le Tiers Monde sont toujours incertaines et fragiles, comme l'ont montré les exemples de l'Égypte puis de la Somalie sur lesquelles l'URSS avait essayé d'établir son contrôle, toujours à la merci de revirements reflétant pour une part les résistances à la mainmise impérialiste. Il est évidemment bien révolu le temps, où comme lors de la Première guerre mondiale, la rivalité entre impérialismes visait avant tout au repartage ou au redécoupage d'empires coloniaux. Dans ces conditions, il paraît difficile qu'une superpuissance puisse prétendre obtenir dans le Tiers Monde, un avantage décisif sur sa rivale.

Si leur rivalité a connu ces dernières années des

développements spectaculaires dans les pays du Tiers Monde, les superpuissances ne s'en heurtent pas moins, dans leurs manœuvres, à l'obstacle puissant que constitue le mouvement des peuples et des pays du Tiers Monde. Et si le social-impérialisme soviétique a marqué des points, de façon très préoccupante, il n'avance nullement comme une sorte de rouleau compresseur ; d'ailleurs, l'écho que rencontre, au sein du Tiers Monde, la campagne continue de la République populaire de Chine contre l'hégémonisme ne contribue-t-elle pas notablement à renforcer la vigilance face aux menées soviétiques.

En réalité, les manifestations de la rivalité des superpuissances dans le Tiers Monde, sous l'aspect militaire, mais, aussi, l'oublions pas, très souvent sous d'autres formes, — pressions, subversion — plus insidieuses, ne prennent toute leur portée et leur caractère de gravité pour l'avenir de la paix mondiale, que si on les rapporte à l'enjeu du second monde, et particulièrement à l'enjeu de l'Europe occidentale. Les superpuissances impérialistes, confrontées aux résistances importantes du Tiers Monde, accentuent, en effet, d'autant plus leurs pressions sur les impérialismes ouest-européens, compte tenu du potentiel considérable, humain et matériel que leurs pays représentent. Et aujourd'hui, c'est en distendant les liens qui unissent encore la superpuissance américaine aux impérialismes secondaires que l'URSS envisage de conquérir sur elle l'avantage décisif. Les interventions soviétiques contre le Tiers Monde qui se sont beaucoup développées au cours de ces dernières années, en Asie, au Proche-Orient, en Afrique, lui servent justement de point d'appui pour accentuer la pression sur le Japon et l'Europe occidentale. Encore faut-il, pour cerner cette logique, prendre en considération le fait que le conflit mondial dont la menace s'aggrave ne peut être que l'aboutissement de tout un processus dont les préparatifs militaires sont bien loin d'être le seul aspect.

(à suivre)
Jean-Paul GAY

A TROIS MOIS DU SOMMET DES NON-ALIGNÉS

Par l'accueil réservé à Sihanouk, les dirigeants coréens réaffirment leur hostilité au «dominationnisme» de Moscou et de Hanoï

Les dirigeants de la République populaire démocratique de Corée viennent d'accueillir Norodom Sihanouk en visite officielle. L'accueil qui lui est réservé est en continuité avec la prise de position très ferme de la Corée contre l'invasion vietnamienne du Kampuchéa. Ceci s'inscrit dans la politique coréenne de défense du non-alignement, que les dirigeants de Pyon Gyang réaffirment avec vigueur en dénonçant toujours conjointement l'impérialisme et le «dominationnisme», petit ou grand, qualificatif qui vise aussi bien la politique expansionniste mondiale de l'URSS que la politique expansionniste régionale d'un pays comme le Vietnam.

Confrontés à la persistance de l'occupation du Sud de leur pays par l'impérialisme américain qui a même renforcé son dispositif militaire depuis l'an dernier, le gouvernement de la République démocratique de Corée, et le Parti du travail de Corée, mènent une lutte continue pour la réunification pacifique des deux parties (Nord et Sud) de la Corée. Combattant l'impérialisme américain, ils ont également affirmé nettement, ces dernières années leur hostilité au déploiement de la politique agressive de l'URSS, notamment en Asie. Une telle prise de position est une importante contribution à la défense du mouvement des non-alignés, face aux multiples pressions dont il est l'objet de la part du social-impérialisme, de Cuba et du Vietnam, qui manœuvrent, entre autres, pour faire reconnaître le régime fantoche de Phnom Penh.

Dans son discours d'accueil à Norodom Sihanouk, le 20 mai, le président de la République démocratique, Kim Il Sung, évoquant leur rencontre en avril 65, à Djakarta, lors des festivités du 10^e anniversaire de la conférence des non-alignés de Bandung, a rappelé : «C'est en suivant la main dans la main, la même voie, de la lutte anti-impérialiste pour l'indépendance que nous avons établi nos relations familiales indestructibles (...). De bonne heure, le gouvernement royal du Cambodge a été le premier d'un pays asiatique nouvellement indépendant à reconnaître la République démocratique de Corée, comme l'unique Etat légitime en Corée, au mépris des fortes pressions intérieures et extérieures, et à établir des relations diplomatiques avec elle...».

Parlant des «rudes épreuves» et des «grands malheurs» dont souffre aujourd'hui le peuple du Kampuchéa, Kim Il Sung a souligné : «Nous faisons grand cas de notre amitié et nous soutiendrons et encouragerons de toutes nos forces votre juste cause. Aujourd'hui, alors qu'une lutte âpre oppose dans le monde les forces indépendantes et les forces dominationnistes, nous considérons comme notre devoir sacré et notre obligation immanquable de soutenir tous les peuples opprimés du monde qui défendent leur souveraineté».

L'AMITIÉ AVEC LA CHINE

L'arrivée de Norodom Sihanouk précédait de peu la venue à Pyon Gyang, de Deng Yingchao, membre du bureau politique du parti communiste chinois, vice-présidente du comité permanent de l'assemblée populaire nationale de Chine, et veuve de Zhou Enlai. En l'accueillant, Kim Il Sung, rendant hommage à l'ancien premier ministre chinois, a notamment déclaré : «L'amitié coréo-chinoise constitue un gage sûr de la lutte contre l'impérialisme, du maintien de la paix et de la sécurité en Asie et de l'accélération de la cause du socialisme et du communisme». Evoquant la lutte menée sous la direction du parti communiste chinois et de Hua Guofeng, pour les quatre modernisations, ainsi que les «nombreux succès de la République populaire de Chine dans le domaine de la politique extérieure», Kim Il Sung a ajouté : «Nous nous félicitons de voir que les choses vont bien en Chine, notre voisine sœur, et que la puissance de la République populaire de Chine grandit, nous souhaitons sincèrement au peuple chinois de plus grands progrès dans sa lutte pour ses quatre modernisations». «A l'avenir comme par le passé, a indiqué le président coréen, notre peuple (...) mettra tout en œuvre pour consolider et développer l'amitié et la solidarité militantes entre les deux partis, les deux pays et les deux peuples».

LE GOUVERNEMENT S'OCCUPE DE L'EMPLOI : IL CHERCHE COMMENT DEGUISER LE CHÔMAGE

Le gouvernement s'en préoccupe ? De quoi ?

De l'emploi naturellement ! Vous ne vous en étiez pas aperçus ?

La semaine qui s'ouvre sera consacrée nous dit-on à l'emploi. Le gouvernement ne lésine pas sur les moyens : mardi après-midi «le Président de la République présidera un conseil central de planification à l'Elysée» en compagnie de Barre et de Beullac.

Selon le communiqué officiel, il s'agit d'«examiner»... !

LE GOUVERNEMENT EXAMINE LA PERSPECTIVE 85 !

L'objet de cet examen : les perspectives de l'emploi... d'ici 1985. L'Elysée est même plus précis puisqu'il se propose d'arrêter un certain nombre de me-

sures concernant la main-d'œuvre féminine et immigrée.

On devine de quoi il retourne. Pour les travailleurs immigrés, retour au pays s'ils sont chômeurs ; pour les femmes, retour aussi, mais à la maison.

Cela fait des mois et des mois qu'une campagne de presse tente de nous convaincre de la nécessité de ces deux mesures. En ce qui concerne les immigrés depuis plus d'un an, le gouvernement a même l'audace de leur faire un chèque de 10 000 francs, le fameux million, s'ils quittent le territoire national pour ne plus y revenir.

3^e PACTE NATIONAL SUR L'EMPLOI ET RENCONTRE DE L'ANPE

Le conseil des ministres hebdomadaire de mercredi

arrêtera définitivement les modalités du troisième Pacte contre l'emploi des jeunes qui fournit, rappelons-le, une main-d'œuvre abondante et presque gratuite au patronat. Les avantages consentis aux capitalistes pour ce troisième essai sont encore plus avantageux que les fois précédentes.

Dans la lancée, le conseil des ministres examinera la réforme de l'ANPE qui doit transformer celle-ci en une vulgaire agence d'intérim. Par ailleurs, la réforme, quand elle entrera en vigueur, fera sensiblement baisser non pas le nombre des chômeurs, mais le chiffre de ceux qui seront recensés !

Après avoir été «soumis à l'appréciation des partenaires sociaux», le texte de la réforme sera soumis à un prochain conseil des ministres.

JEUDI, DEMOGRAPHIE AU MENU

Jeudi, nouveau conseil restreint pour se préoccuper de démographie et de familles de plus de trois enfants. Il veillera en tout cas à ce que l'augmentation des prestations familiales ne soit pas «inflationniste»...

VENREDI, LE GOUVERNEMENT SE REPOSE...

Ce jour-là, la lutte pour le plein emploi se résumera au dépôt sur le bureau de l'Assemblée du texte sur le troisième Pacte.

Si on nous l'assure, le gouvernement se préoccupe de l'emploi : il n'arrête pas de chercher comment déguiser le chômage !

F.M

Station d'épuration de la Communauté Urbaine de Dunkerque

LUTTE POUR L'OBTENTION D'UNE JOURNEE DE REPOS

Depuis quelque temps déjà les travailleurs de la station d'épuration de Coudekerque-Branche sont en lutte pour l'obtention d'une journée de repos.

En effet ils effectuent 7 jours de suite en équipe, matin ou après-midi, soit 56 heures, puis le 8^e jour ils recommencent une semaine normale de 40 heures. Ainsi, lorsqu'ils finissent leur semaine en équipe d'après-midi c'est-à-dire le dimanche soir à 21 heures, ils reprennent le lendemain à 8 heures.

Les 2x8 ont été institués il y a quelques années, par l'administration de la CUD (communauté urbaine de Dunkerque) qui, pour les faire passer sans problème, faisait miroiter l'avantage financier. Aujourd'hui ce que les travailleurs réclament, avec plus d'insistance que jamais c'est un repos compensateur au sortir de la semaine d'équipe comme en bénéficient «ceux qui font des postes dans le privé».

En réponse au débrayage de «deux heures par ici, deux heures par là», le chef de la station fait stopper le travail le vendredi soir, s'en prenant direc-

tement au «portefeuille de l'ouvrier». Dans le même temps il supprime les heures supplémentaires du week-end au laboratoire qui a débrayé en solidarité. Par voie de conséquence la lecture des analyses de lundi et du mardi ne peut être effectuée. Les travailleurs refusent que la CUD fasse le chantage aux salaires contre les améliorations des conditions de travail et de vie ; c'est pour cela qu'ils font connaître leurs revendications à la population, par tracts et caravanes de voitures particulières, sur les marchés, dans les grands magasins etc... jusque dans le fief de Denvers (PS président de la CUD) à Gravelines, à 20 kilomètres de Dunkerque.

Mercredi c'est devant les bureaux de la CUD que les travailleurs réclament, avec plus d'insistance que jamais c'est un repos compensateur au sortir de la semaine d'équipe comme en bénéficient «ceux qui font des postes dans le privé».

Corr. Dunkerque

Rhodésie (Zimbabwe)

UN FANTOCHE NOIR A LA PRESIDENCE

Après les élections truquées d'avril au Zimbabwe, au cours desquelles le régime raciste avait fait varier du simple au double le nombre des votants, l'élection du président de la République du régime fantoche devait avoir lieu hier. C'est probablement le candidat de Muzorewa qui va l'emporter. L'accès à la présidence d'un fantoche africain va être un prétexte de plus pour les impérialistes occidentaux de reconnaître le régime raciste et de lever officiellement les sanctions économiques. Alors que Thatcher a

décidé d'envoyer un représentant permanent à Salisbury, le secrétaire d'Etat US Vance a approuvé la démarche britannique, déclarant : «Il existe une nouvelle réalité en Rhodésie. Nous devons donc la reconnaître». Déjà Carter avait déclaré au lendemain des élections d'avril : «C'est un pas dans la bonne direction».

Réagissant à cet infléchissement de la politique des Occidentaux, l'Organisation de l'Unité Africaine leur a adressé une mise en garde dans un communiqué : «L'OUA lance un

avertissement à tous les pays qui tentent de reconnaître le gouvernement zimbabwéen... Défier la raison et l'opinion africaine, c'est se plonger dans une situation dont on ne peut prévoir les conséquences».

SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES D'AFRIQUE AUSTRALE

D'après la presse mozambicaine, le gouvernement yougoslave vient de faire parvenir un don de 25 tonnes de médicaments et de vivres au Front patriotique du Zimbabwe.

On annonce d'autre part que le fonds spécial de l'OPEP va accorder un crédit de 5 millions de dollars au Mozambique pour financer ses projets économiques. Ce prêt sera remboursable en quinze ans et sans intérêt les cinq premières années. Ce type d'accord est particulièrement significatif à l'heure où, à la CNUCED, les impérialistes tentent de diviser le Tiers Monde en accusant les pays de l'OPEP d'être responsables des difficultés des pays les plus pauvres.

J.P. C.

● Echec de la fusion des groupes occitans

Réunis les 12 et 13 mai à Figeac pour une «assemblée d'unification», les militants de divers groupes occitans se sont finalement séparés en constatant leurs divergences. L'idée d'une fusion entre «VVAP», «Lucha Occitana» et la «Coordination Autonomista Occitana», longtemps envisagée, avait finalement été décidée dans son principe le 8 avril, à Nîmes. Officiellement, la fusion a échoué pour une question de sigle. En fait, il semble que VVAP désire garder son organisation, les deux autres souhaitant la disparition des organisations initiales. VVAP continue donc en tant qu'organisation, tandis que Lucha Occitana, la Coordination Autonomista Occitana et quelques militants de VVAP créent une Fédération Occitane pour le Socialisme et l'Autonomie, dirigée par une coordination nationale provisoire en attendant une assemblée générale constitutive, prévue au printemps 1980.

Succès du meeting de soutien aux Palestiniens le 26 mai à Villeurbanne

Deux cents personnes environ, après avoir assisté à la projection du film «l'olivier», participèrent par de nombreuses interventions au débat, animé par un membre de l'OLP. Le débat dénonça largement les accords de Camp David qui sont une reddition de l'Egypte devant l'Etat d'Israël. Il fut rappelé la volonté de l'OLP de créer un Etat palestinien laïc sur toute parcelle de terre libérée dans le but de libérer toute la Palestine. Par une intervention très applaudie, un Palestinien de Galilée rappela que malgré le démembrement le peuple palestinien reste uni dans la volonté de libérer son pays.

Soutenons la lutte du peuple palestinien !

Nous appelons à participer à la conférence débat sur le thème : «Israël, Palestine, droits de l'homme» organisé par l'ASFA* et l'AMFP le 31 mai à 20 h 30 au centre culturel de Villeurbanne.

Corr. Villeurbanne

* ASFA : association solidarité franco-arabe

Egypte : l'ouverture à l'Etat sioniste, c'est l'ouverture à l'exploitation

Alors que le ministre des Affaires étrangères égyptien avait déclaré auparavant que cette mesure n'interviendrait pas avant plusieurs mois, Sadate et Begin annonçaient dimanche l'ouverture de la frontiè-

re égyptienne à l'Etat sioniste. On conçoit que Begin ait insisté pour obtenir rapidement cette ouverture : en effet, les sionistes, se voyant interdire la colonisation directe, envisagent maintenant la «mise en va-

leur» du Sinaï et l'exploitation du peuple égyptien avec appui et financement des USA.

Les perspectives de «coopération» avec l'Egypte font l'objet de nombreux commentaires dans la presse et les milieux politiques arabes. A preuve cet article du journal israélien Maariv du 4 avril dernier :

«Le ministre de l'Emploi a dit que nous ne pourrions éviter l'emploi de travailleurs égyptiens en Israël, surtout à cause des projets de construction dans le Sud. Le ministre a expliqué que dans les dif-

férents ministères, une tendance était peu favorable à ce recrutement, mais que les pressions allaient certainement s'accroître pour l'emploi de cette main-d'œuvre dans le secteur de la construction. Israël manque de 20 000 travailleurs dans l'industrie et les projets de construction en exigent des milliers de plus. Il faut donc envisager d'en trouver de différents côtés, et l'Egypte est actuellement une de ces sources... Le Docteur Katz a ajouté qu'Israël a l'intention, en contre-partie, d'envoyer en Egypte des experts dans différents domaines».

● El Salvador : situation tendue

La situation reste tendue à El Salvador, alors que les forces de répression accentuent leurs encercléments des ambassades occupées par des militants du BPR. Cuvillier, le diplomate envoyé par le Quai d'Orsay pour négocier, est rentré à Paris samedi dernier, la dictature d'El Salvador refusant tout compromis. On apprend dimanche qu'Orlando Guerero, dirigeant de l'opposition et responsable d'un syndicat enseignant, avait été assassiné par les hommes de la dictature salvadorienne.